

Les Études de

Contribuables Associés

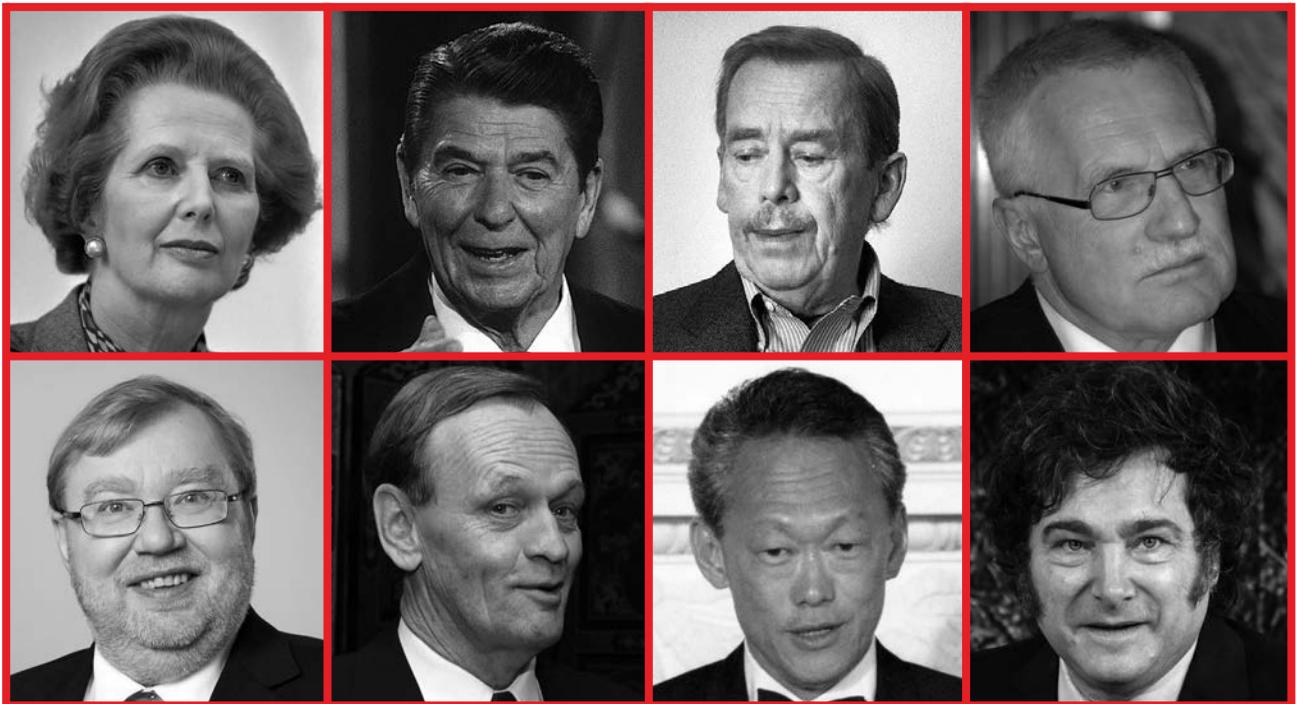
Étude n°50 / Février 2025 / 10 €

www.touscontribuables.org

Les grands réformateurs

Des exemples politiques pour la France

Margaret Thatcher, Ronald Reagan, Václav Havel, Václav Klaus,
Mart Laar, Jean Chrétien, Lee Kuan Yew et Javier Milei



**Contribuables
Associés**

Trop de dépenses publiques, c'est trop d'impôts !

Couverture :

© Rob Bogaerts / Wikipedia / CC-BY 3.0

© Mark Reinstein / Shutterstock

© Wikipedia / CC-BY 3.0

© 360b / Shutterstock

© Wikipedia / CC-BY 3.0

© Ralph Alswang / CC-BY 3.0

© Gerald R. Ford Presidential Library / CC-BY 3.0

© Oscar Gonzalez Fuentes / Shutterstock

Les grands réformateurs

Des exemples politiques pour la France

par Jean-Baptiste Leon et Benoît Perrin

**Contribuables
Associés**

Trop de dépenses publiques, c'est trop d'impôts !

Contribuables Associés

Créée en 1990, **Contribuables Associés** est une association de loi 1901, sans but lucratif (JO du 7 mars 1990).

Pour rester indépendante, sans risquer de subir de pressions, **Contribuables Associés** a choisi de ne vivre que de la générosité de ses membres.

Elle est la première association civique non subventionnée de France.

Organisme d'intérêt général, Contribuables Associés a pour objet :

- De mettre en œuvre les articles 14 et 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Art. 14. *Tous les citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée.*

Art. 15. *La société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration.*

- D'informer les citoyens sur le système fiscal et la gestion des deniers publics.
- D'encourager un esprit d'économie dans les dépenses et services publics.

Sommaire

Les grands réformateurs

Étude réalisée par Jean-Baptiste Leon et Benoît Perrin

Introduction	9
1. Margaret Thatcher	11
Une politicienne issue de la classe moyenne	
Une libéralisation et une privatisation de l'économie	12
L'enfant malade de l'Europe redevient une puissance économique majeure	14
Le NHS non réformé : une limite importante à l'élan réformateur	14
2. Ronald Reagan	17
De l'industrie du divertissement à la gouvernance de la Californie puis à la Maison-Blanche : l'ascension de Reagan	
<i>Reaganomics</i> et soutien de la liberté dans le monde	18
La victoire économique et politique des États-Unis dans la Guerre froide	20
Un budget militaire mal géré crée de la dette	20
3. Václav Havel et Václav Klaus	23
De la dissidence contre le pouvoir communiste à la présidence : le parcours de Václav Havel	
Une libéralisation politique sous Havel et une libéralisation économique avec Klaus	24
Le pays de l'ex-bloc soviétique le plus libre et le plus prospère	26
Une gouvernance qui reste à améliorer	27

4. Mart Laar	29
De la vie dans une république socialiste soviétique aux thèses économiques de Milton Friedman	
Un Premier ministre qui accomplit une refonte fiscale et commerciale du pays dans les années 1990	30
Un des pays les plus attractifs pour l'installation des entreprises	31
5. Jean Chrétien	35
Un Québécois issu d'un milieu modeste face aux tensions indépendantistes de la province	
Le Premier ministre canadien des coupes et de l'équilibre budgétaires	36
Le Canada plus uni politiquement et plus prospère	37
Une politique parfois tendue avec les provinces	38
6. Lee Kuan Yew	41
Un enfant animé par l'indépendance de Singapour	
Le Premier ministre qui fonda la Singapour moderne	42
Singapour : un modèle de réformes pour l'Asie	43
Libéralisme économique mais illibéralisme politique ?	45
7. Javier Milei	47
Un économiste libéral dans une Argentine péroniste	
Une volonté de réduire l'inflation et d'assainir les finances publiques	48
Un avenir argentin encore incertain	49
Conclusion	51

Introduction

La France traverse une crise politique profonde. Les indicateurs économiques sont au rouge et le pays est divisé entre des formations politiques toutes plus interventionnistes les unes que les autres. D'autres pays ont connu dans leur Histoire récente des périodes plus troublées encore. Ils ont surmonté les difficultés et leur économie se porte aujourd'hui bien mieux que la nôtre grâce aux réformes qui ont été opérées. Celles-ci ont été portées par des dirigeants politiques dont les noms sont passés à la postérité. Cette étude vise à mettre en avant un certain nombre de ceux qui ont fait avancer leur pays en matière de libertés économiques ou politiques, afin qu'ils puissent inspirer nos décideurs. En effet, c'est en période de crise qu'il faut réformer et l'état de notre pays montre qu'il est plus que nécessaire d'avoir le courage politique de le faire. L'étude de chaque personnalité suivra le même déroulé :

- **Une (courte) biographie de la personnalité.** Il est essentiel de comprendre les origines de chaque réformateur, le contexte dans lequel il a grandi et comment il est parvenu au pouvoir. Cet aspect est important car les expériences et les choix de vie d'une personne contribuent à forger ses opinions politiques. Par exemple, Margaret Thatcher, née dans une famille modeste, a été influencée par les valeurs de travail acharné et de responsabilité individuelle inculquées par ses parents.
- **Les réformes et la politique menées lors des années au pouvoir.** Il s'agit d'analyser comment chaque réformateur a mis en place son programme et les moyens employés pour réformer. Par exemple, Ronald Reagan a mis en œuvre des politiques de déréglementation et de réduction

des impôts pour stimuler l'économie américaine. De même, Mart Laar a introduit des réformes économiques radicales en Estonie, telles que la privatisation des entreprises d'État et la libéralisation des marchés.

- **Les résultats.** Certaines réformes et politiques ont des effets rapides, tandis que d'autres mettent des années à produire des résultats, surtout en matière économique. Il est crucial de comparer l'état du pays avant l'arrivée au pouvoir et après le départ de la personnalité politique. Par exemple, les réformes de Lee Kuan Yew ont transformé Singapour en un centre financier mondial en quelques décennies.
- **Les limites.** Il est également important de reconnaître que certaines réformes échouent ou que certaines politiques qui auraient mérité d'être mises en œuvre ne l'ont pas été. Par exemple, bien que les réformes de Václav Klaus aient aidé la République tchèque à passer à une économie de marché, le pays reste entaché par des phénomènes de corruption institutionnalisés.

Huit grands réformateurs sont mis en avant dans cette étude : Margaret Thatcher pour le Royaume-Uni, Ronald Reagan pour les États-Unis, Václav Havel et Václav Klaus pour la République tchèque, Mart Laar pour l'Estonie, Jean Chrétien pour le Canada, Lee Kuan Yew pour Singapour et Javier Milei pour l'Argentine. Chacun de ces leaders a joué un rôle crucial dans la transformation de son pays, en mettant en œuvre des réformes audacieuses et en naviguant à travers des périodes de crise pour améliorer la prospérité économique et le niveau de vie des citoyens.



1. Margaret Thatcher

Une fille de petits commerçants conduit la révolution libérale anglo-saxonne

Margaret Thatcher (1925–2013) est l'une des plus célèbres figures politiques réformatrices. Elle est Premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990. L'université de Leeds, qui a produit plusieurs sondages auprès des universitaires britanniques, la classe de manière constante comme étant le second meilleur Premier ministre (derrière le travailliste Clement Attlee) depuis la Seconde Guerre mondiale¹. En 2019, un autre sondage montrait qu'elle était le Premier ministre le plus populaire devant Winston Churchill². 44 % des Britanniques avaient une opinion positive de Thatcher, contre 29 % qui avaient un avis négatif.

Une politicienne issue de la classe moyenne

Margaret Thatcher (née Roberts) est née en 1925 à Grantham (comté de Lincolnshire) d'une famille d'épiciers. Son père descend d'une lignée de cordonniers et sa mère est couturière. Comme le raconte Thatcher dans *The Path to Power*³ : « *Ma mère était également une grande épargnante et, en 1919, ils purent contracter une hypothèque pour acheter leur propre magasin à North Parade. Notre maison était au-dessus de ce magasin.* » Une jeunesse marquée par les réalités du petit commerce : « *La vie "au-dessus du magasin" est bien plus qu'une expression.*

C'est quelque chose que ceux qui l'ont vécu savent très particulier. [...] Vous êtes toujours sur la brèche. Les gens frappaient à la porte presque à toute heure de la nuit ou du week-end s'ils manquaient de bacon, de sucre, de beurre ou d'œufs. »

Ayant grandi dans la petite classe moyenne commerçante et provinciale, Thatcher est confrontée aux réalités concrètes. Élevée dans la foi chrétienne méthodiste, elle s'est vu inculquer le sens du devoir.

Sa jeunesse est marquée par la montée des totalitarismes nazi et soviétique. La menace hitlérienne et communiste en Europe mais aussi l'attrait des États-Unis ont contribué à forger peu à peu sa pensée politique. C'est lors de ses études à Oxford qu'elle fait ses premiers pas en politique. Le libéralisme économique classique est dès cette époque source d'inspiration. Ses références : le libéral-conservateur Edmund Burke (1729–1797) et le libéral classique Friedrich Hayek (1899–1992) : « *Il n'est pas surprenant que la critique la plus puissante de la planification socialiste et de l'État socialiste que j'ai lue à cette époque et à laquelle je suis revenue si souvent depuis. La Route de la servitude de F. A. Hayek, est dédiée de manière célebre" Aux socialistes de tous les partis.* » L'influence d'Hayek a été prépondérante

1. Kevin Theakston et Mark Gill, *The Conversation, Theresa May Joint Worst Post-War Prime Minister, Say Historians and Politics Professors in New Survey*, 6 juillet 2021, <https://theconversation.com/theresa-may-joint-worst-post-war-prime-minister-say-historians-and-politics-professors-in-new-survey-163912>

2. Matthew Smith, YouGov.uk, *Margaret Thatcher : The Public View 40 Years on*, <https://yougov.co.uk/politics/articles/23206-margaret-thatcher-public-view-40-years>

3. Margaret Thatcher, *The Path to Power*, HarperCollins, 1996.

4. Sothebys.com, *The Man Whose Powerful Critique of Socialism Influenced Margaret Thatcher*, 12 mars 2019, www.sothebys.com/en/articles/this-is-what-we-believe-margaret-thatcher-and-f-a-hayek

5. Chris Edwards, *Cato Journal, Margaret Thatcher's Privatization Legacy*, 2017, www.cato.org/sites/cato.org/files/serials/files/cato-journal/2017/2/cj-v37n1-7.pdf

6. Georgina Morris, BBC, *Miners' Strike 1984 : Why UK Miners Walked out and How It Ended*, 2 mars 2024, www.bbc.com/news/uk-england-68244762

7. Adam Taylor, Business Insider, *Before Thatcher Came To Power, The UK Was Literally Covered In Gigantic Piles Of Garbage*, www.businessinsider.com/thatcher-and-the-winter-of-discontent-2013-4

8. Tara Martin López, *The Winter of Discontent*, Liverpool University Press, 2014, www.cambridge.org/core/books/abs/winter-of-discontent/introduction/EFA36F1659546029FA89569172F7B81A

9. UK Public General Acts, *Trade Union Act 1984*, King's Printer of Acts of Parliament, www.legislation.gov.uk/ukpga/1984/49/enacted

dans la carrière politique de Thatcher. Elle le rencontre en personne à l'*Institute of Economic Affairs* (un centre de recherche libéral britannique) peu après son accession au poste de Premier ministre⁴. Elle devient trésorière de l'*Oxford University Conservative Association* en 1946 puis rejoint le Parti conservateur (les *Tories*).

Sous l'influence du Parti travailliste (le *Labour*), le pays mène une politique interventionniste. Malgré le respect de Thatcher pour le chef des travaillistes de l'époque, Clement Attlee, elle expliquera que ces derniers ont mené des politiques de nationalisations massives et que, selon le manifeste du *Labour*, l'État est seul juge de l'attribution des ressources en fonction de l'intérêt général (nationalisation d'un grand nombre de grandes industries dans les matières premières, les communications et l'énergie)⁵.

Petit à petit, cette politique collectiviste fait du Royaume-Uni l'enfant malade de l'Europe de l'Ouest. Le pays connaît une période de forte inflation qui culminera durant les années 1970 (Figure 1).

De même, les impôts sont beaucoup plus élevés que la moyenne des pays de l'OCDE (Figure 2).

À ce contexte général s'ajoutent des grèves massives auxquelles le Parti travailliste doit faire face dans les années 1970, surtout pendant l'hiver 1978-1979. Les grèves des mineurs en 1972 et 1974 provoquent des pannes d'électricité, les centrales n'ayant plus de combustible. Les gouvernements de l'époque sont ébranlés⁶.

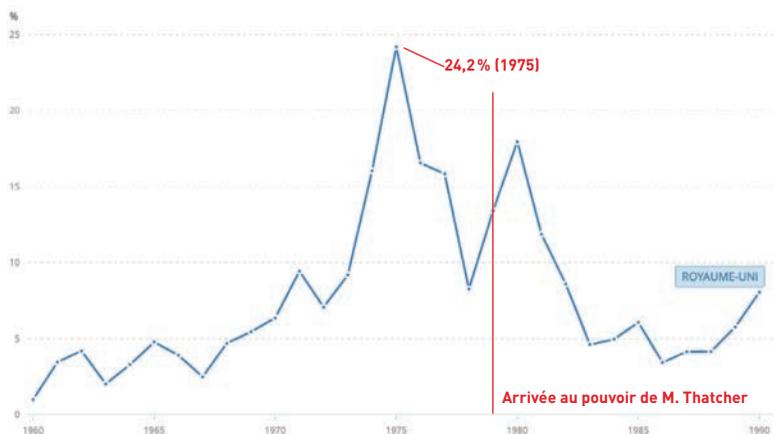
La grève des éboueurs marque également l'opinion publique avec des images d'ordures empilées⁷. Cet épisode, appelé « l'Hiver du Mécontentement⁸ », symbolise le pouvoir de nuisance des syndicats, montre l'incapacité du gouvernement travailliste de James Callaghan à contenir les grèves et renforce l'image de Thatcher comme une leader forte et déterminée à rétablir l'ordre.

Une libéralisation et une privatisation de l'économie

L'élection de Margaret Thatcher en 1979 marque une rupture politique au Royaume-Uni. Elle dérègle l'économie, réduit les taux marginaux d'imposition, abroge les contrôles de change et dompte les syndicats.

Pour mettre fin au pouvoir de nuisance de ces derniers, plusieurs lois du travail et une loi encadrant les syndicats, la *Trade Union Act 1984*⁹, sont votées. Cette loi exige que tous les syndicats organisent un vote à bulletin secret avant de lancer une grève et les empêche d'amener leurs membres à soutenir d'autres syndicats. Le non-respect de ces règles peut entraîner une amende et la saisie des biens du syndicat¹⁰. La grève des mineurs de 1984-1985, causée par la fermeture des mines, fait figure de test pour cette mesure. Thatcher est préparée à

Fig. 1 : Inflation, prix à la consommation (% annuel)



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/FP.CPI.TOTL.ZG?end=1990&locations=GB&start=1960>

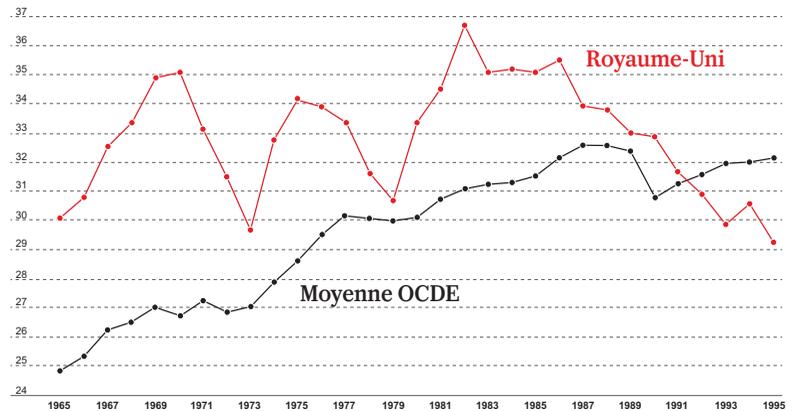
une grève potentielle, notamment en stockant six mois de charbon pour faire fonctionner les centrales électriques du pays et éviter une situation similaire aux années 1970. Elle utilise la police pour contrer les piquets de grévistes qui bloquent les mineurs souhaitant travailler. La grève prend fin sur un essoufflement des syndicats, lesquels ne s'en sont jamais remis.

La baisse des impôts est l'un des axes prioritaires de réforme de Thatcher. L'impôt sur les sociétés est réduit à 35 % en 1986, soit une baisse de 17 points par rapport aux années 1970 où le taux était de 52 %. Elle réduit également le taux de base de l'impôt sur le revenu à 25 % et le taux supérieur à 40 %. Avant son mandat, les contribuables payaient au minimum 35 % et le taux maximal était de 83 %, tandis qu'une surtaxe sur les investissements portait le taux le plus élevé à 98 %¹¹.

La vague de privatisations est l'un des aspects les plus forts de la politique de Margaret Thatcher. Elle privatise d'abord une partie non négligeable des logements sociaux en autorisant les locataires de ceux-ci à acheter leur appartement. En 1987, un million de logements sociaux sont vendus pour donner à la population accès à la propriété et réduire le poids de l'État dans le logement. Comme le rappelle l'*Institute for Economic Affairs* : « En 1980, le secteur public se comportait comme un gigantesque "sur-locateur", contrôlant un tiers de toutes les unités de logement. En ce qui concerne le parc immobilier, lorsque Thatcher est arrivée au pouvoir, le Royaume-Uni avait la structure de propriété d'un pays d'Europe de l'Est¹². » Le gouvernement Thatcher mène également une campagne de privatisation des industries et des grandes entreprises d'État. La principale méthode utilisée est la privatisation par émission d'actions.

Fig. 2 : Statistiques des recettes publiques

Niveau d'administration : Total
Recette fiscales totales
Indicateur : Recettes fiscales en % du PIB



Source : OCDE

OCDE, [https://data-explorer.oecd.org/vis?tenant=archive&df\[ds\]=DisseminateArchiveDMZ&df\[id\]=DF_REV&df\[ag\]=OECD&dq=NESTOTALTAX.TAXGDP.OAVG%2BGBR&pd=1965%2C1995&to\[TIME_PERIOD\]=false&vw=tb&lb=nm&lc=fr&pg=0](https://data-explorer.oecd.org/vis?tenant=archive&df[ds]=DisseminateArchiveDMZ&df[id]=DF_REV&df[ag]=OECD&dq=NESTOTALTAX.TAXGDP.OAVG%2BGBR&pd=1965%2C1995&to[TIME_PERIOD]=false&vw=tb&lb=nm&lc=fr&pg=0)

Initialement, une première vente publique de la totalité ou d'une partie des actions de l'entreprise est effectuée, suivie d'une vente ultérieure des actions restantes¹³. La seconde méthode utilisée est la vente directe ou la vente commerciale. Il s'agit de la vente d'une entreprise à une société privée existante par le biais de négociations ou d'un appel d'offres. Une troisième méthode de privatisation est le rachat de l'entreprise par les employés ou la direction (une méthode qui n'est pas sans rappeler celle de la privatisation des logements sociaux). Ces privatisations se sont accompagnées d'une réforme du contexte réglementaire : le but est de promouvoir la concurrence et de casser les monopoles d'État. Une autre volonté de Thatcher est de susciter un pays fondé sur la détention du capital. Elle veut un capitalisme populaire où les classes moyennes ont la possibilité d'augmenter leur capital.

Ces différentes réformes marquent la fin du socialisme, dans lequel le pays vivait depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

10. Keith Laybourn, *The Conversation, UK Strikes : How Margaret Thatcher and Other Leaders Cut Trade Union Powers over Centuries*, 17 août 2022, <https://theconversation.com/uk-strikes-how-margaret-thatcher-and-other-leaders-cut-trade-union-powers-over-centuries-186270>

11. Tim Wallace, *The Telegraph, Why Thatcher's Tax Cuts Are so Hard to Repeat*, 21 juillet 2022, www.telegraph.co.uk/business/2022/07/21/how-truss-tax-cutting-impulse-worked-reagan-thatcher/

12. Kristian Niemietz, *Institute of Economic Affairs, Right to Buy Is Not to Blame for British Housing Shortage*, 6 juillet 2016, <https://iea.org.uk/blog/right-to-buy-is-not-to-blame-for-british-housing-shortage/>

13. Chris Edwards, *Cato Journal, Margaret Thatcher's Privatization Legacy*, 2017, www.semanticscholar.org/paper/Margaret-Thatcher%27s-Privatization-Legacy-Edwards/626d1bf87d730ec9539ceb31c6f9a9bf6d3f68eb



Ses successeurs, le conservateur John Major et le travailliste Tony Blair ont maintenu les réformes de Margaret Thatcher.

L'enfant malade de l'Europe redevient une puissance économique majeure

Les réformes de Thatcher ont permis au Royaume-Uni de se transformer et de retrouver une place centrale dans l'économie européenne et mondiale. Le fait que ses successeurs (le conservateur John Major et le travailliste Tony Blair) aient maintenu ses réformes a contribué à leur efficacité. Au milieu des années 1990, le PIB du Royaume-Uni dépasse ceux de la France et de l'Italie, qui étaient auparavant supérieurs (Figure 3).

Le même phénomène se retrouve au ni-

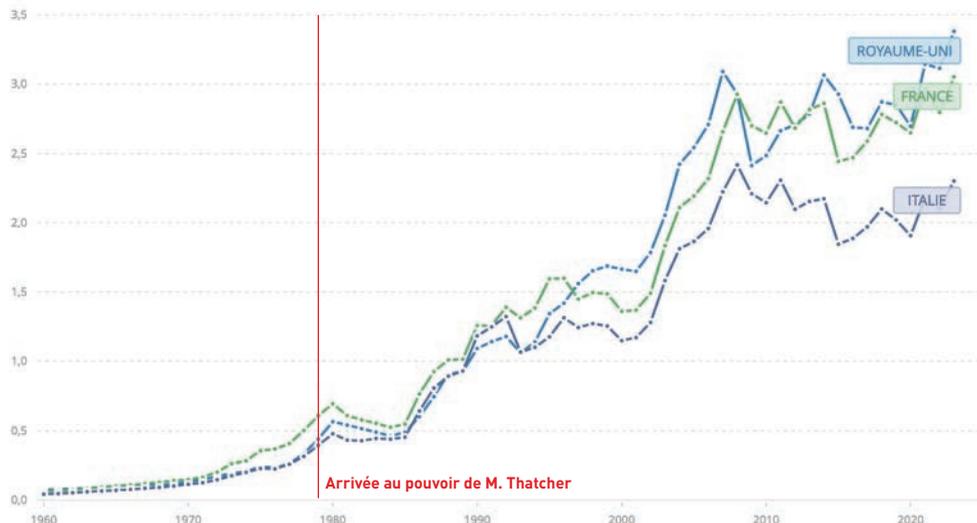
veau du PIB par habitant. Les Français qui étaient plus riches que les Britanniques se sont fait dépasser par ces derniers dans les années 1990 (Figure 4).

Sur le plan politique, les réformes de Margaret Thatcher lancent la révolution libérale. Le discours sévère de la Dame de Fer à l'encontre des régimes socialistes est également une source d'inspiration pour de nombreux pays, en particulier dans le bloc soviétique moribond. Le Royaume-Uni et les pays d'Europe centrale conservent une même opposition à l'étatisme et au socialisme. L'influence de Thatcher sur Ronald Reagan a également contribué à renforcer le poids politique du Royaume-Uni.

Le NHS non réformé : une limite importante à l'élan réformateur

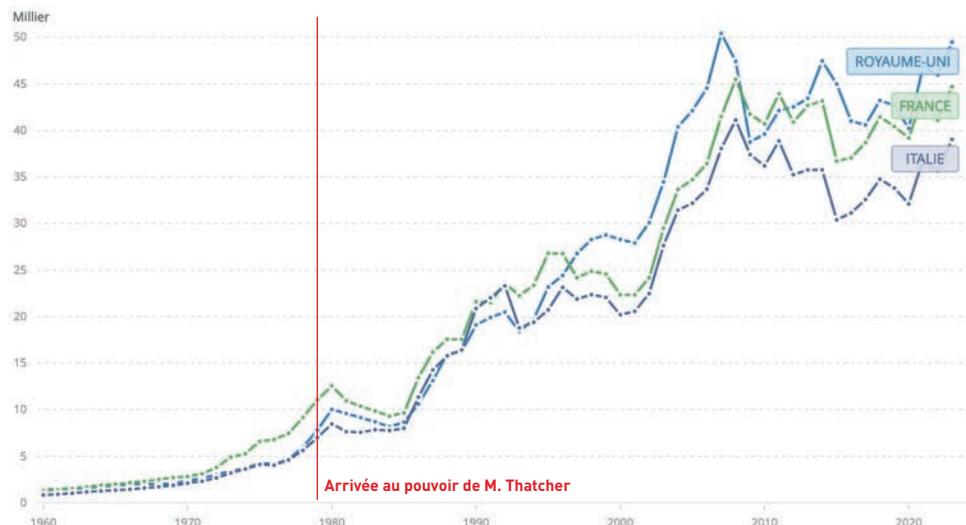
Thatcher a lancé de nombreuses réformes mais une institution n'a pas été transformée : le système de santé britannique. Le *National Health Service* (NHS) est un système de santé étatique qui a vocation à fournir des soins gratuits à tous les ré-

Fig. 3 : PIB en billion de dollars US courants



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?locations=GB-FR-IT>

Fig. 4 : PIB par habitant en dollars US courants



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?locations=GB-FR-IT>

sidents britanniques. Néanmoins, un des problèmes récurrents est le délai d'attente excessivement long pour les soins avec un délai standard de 18 semaines¹⁴.

Au début de son mandat Thatcher envisage de privatiser le NHS mais se rétracte en 1982, en déclarant que l'organisation serait « protégée entre ses mains ». Une position qui favorise sa réélection¹⁵. L'attachement des Britanniques au NHS malgré d'importants problèmes fait qu'il est très difficilement réformable. Cet exemple montre les limites de la capacité à réformer pour un dirigeant. Si une proportion suffisamment importante de la population soutient une organisation bien ancrée dans la société, elle est difficilement réformable. D'autant plus, que la santé est un domaine critique.

Une tentative de réforme a toutefois été faite avec le vote en 1990 du *National*

Health Service and Community Care Act 1990. Elle vise à créer un marché intérieur et une division acheteur-fournisseur dans laquelle les acheteurs (principalement les autorités sanitaires) reçoivent des budgets pour acheter des services à des fournisseurs (principalement des hôpitaux de soins aigus et des prestataires de soins)¹⁶.

Trois réformes

- Baisse des impôts
- Privatisation des entreprises publiques
- 1 million de logements sociaux vendus à leurs locataires

14. National Health Service, *Guide to NHS Waiting Times in England*, 9 novembre 2020, www.nhs.uk/nhs-services/hospitals/guide-to-nhs-waiting-times-in-england/

15. Rudolph Klein, *Health Affairs*, n°1, *Why Britain's Conservatives Support a Socialist Health Care System*, janvier 1985, www.healthaffairs.org/doi/10.1377/hlthaff.4.1.41

16. Trust Nuffield, NHS reform timeline, www.nuffieldtrust.org.uk/features/nhs-reform-timeline#1990



2. Ronald Reagan

L'acteur qui a permis aux États-Unis d'être une hyperpuissance

Si Margaret Thatcher reste la plus célèbre réformatrice libérale, le président américain Ronald Reagan (1911–2004) est souvent cité avec elle. Aux États-Unis, Reagan est toujours l'un des présidents les plus populaires de l'après-Seconde Guerre mondiale. Selon les sondages de l'université Quinnipiac¹, la popularité de Ronald Reagan (28 % en 2018, 30 % en 2017) était supérieure à celle d'Obama (24 % en 2018 et 29 % en 2017). Le slogan de campagne de Reagan « *Let's Make America Great Again* » a été repris par Donald Trump et ses partisans, montrant son importance dans la culture politique américaine.

De l'industrie du divertissement à la gouvernance de la Californie puis à la Maison-Blanche : l'ascension de Reagan

Ironie pour le futur président républicain, Ronald Reagan a grandi dans une famille démocrate. Son père Jack Reagan a été actif au sein du parti sous Franklin Roosevelt, et a été nommé comme directeur local de la *Works Progress Administration*², une agence fédérale instituée dans le cadre du *New Deal*. Né en 1911 en Illinois à Tampico, Ronald Reagan et sa famille ont déménagé à Dixon dans le même État. Reagan s'inscrit en 1928 à l'*Eureka College*³, dans l'Illinois. Il accomplit différents petits travaux pour couvrir ses frais de scolarité mais aussi afin d'aider sa famille appauvrie par la Grande Dépression. La carrière politique

de Reagan commence à gauche. Il fait son premier discours politique en tant que représentant d'étudiants grévistes pour s'opposer à des restrictions budgétaires. Une situation qui finira par une victoire de Reagan et la démission du président de l'université⁴.

Toutefois, Reagan ne se lance pas dans une carrière politique immédiatement après ses études. Il est d'abord commentateur sportif. À partir de 1937 jusqu'en 1957, il est acteur à Hollywood, en Californie. Si jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, Reagan soutient les démocrates et le *New Deal* du président Roosevelt, son opposition au communisme le pousse vers la droite, alors que la gauche radicale commence à être influente à Hollywood.

Comme le fait remarquer Reagan dans son autobiographie, *An American Life* ; « *Les films américains occupaient 70 % du temps de projection sur les écrans de cinéma du monde entier dans les premières années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale et, comme cela allait devenir de plus en plus évident pour moi, Joseph Staline avait entrepris de faire d'Hollywood un instrument de propagande pour son programme d'expansionnisme soviétique visant à étendre le communisme dans le monde [...] Pendant longtemps, j'ai cru que le meilleur moyen de vaincre les communistes était d'utiliser les forces de la démocratie libérale, qui venait de vaincre le totalitarisme d'Hitler : les démocrates*

1. Quinnipiac University Connecticut, *Trump Gets Most Votes As Worst*, 4 novembre 2020, <https://web.archive.org/web/20201104184734/https://poll.qu.edu/national/release-detail?ReleaseID=2526>

2. Lou Cannon, Miller Center, *Ronald Reagan : Life Before the Presidency*, 4 octobre 2016, <https://millercenter.org/president/reagan/life-before-the-presidency>

3. Le terme *College* désigne aux États-Unis un établissement universitaire.

4. Jenna Johnson, *The Washington Post*, *Ronald Reagan : The Student Striker Who Became Scott Walker's Idol*, 10 septembre 2015, www.washingtonpost.com/news/post-politics/wp/2015/09/10/ronald-reagan-the-student-striker-who-became-scott-walkers-idol/

libéraux pensaient que c'était au peuple de décider ce qui était le mieux pour lui, et non pas, comme le pensaient les communistes, les nazis et les autres fascistes, à quelques-uns de déterminer ce qui était bon pour le reste d'entre nous⁵. »

À partir des années 1960, Reagan se tourne vers le Parti républicain. Il quitte Hollywood et travaille pour General Electric sur un nouveau programme télévisé. dont il est le présentateur sur CBS. Il s'y montre de plus en plus hostile à l'étatisme. Il se rapproche de Barry Goldwater, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1964, qui a inspiré le tournant conservateur mais aussi libéral du Parti républicain. Reagan se présente en 1966 à l'élection pour être gouverneur de Californie contre le gouverneur démocrate Edmund Brown (dit Pat Brown), un politicien de carrière avec déjà deux mandats à son actif. L'acteur est sous-estimé au départ mais il remporte l'élection et sera réélu en 1970.

En tant que gouverneur de la Californie, il doit faire des compromis et passer des lois bipartisanes sur le budget et la réforme du système de santé. Pour cette dernière, il limite l'éligibilité à certaines prestations de la sécurité sociale de Californie pour éviter les abus. Comme l'écrivait Reagan : « *Je voulais simplement mettre un terme aux abus, retirer de la liste des bénéficiaires de l'aide sociale les personnes qui n'yaient pas leur place et essayer de mettre un terme au cycle sans fin qui avait fait du chèque mensuel de l'aide sociale un mode de vie pour un trop grand nombre de personnes⁶.* » Ce qui lui permet de gagner en popularité au niveau national. Il doit aussi gérer les manifestations étudiantes liées à la guerre au Vietnam, ce qui nécessite l'envoi de la garde nationale pour mettre fin à certaines manifestations violentes.

Après son second mandat de gouverneur, Reagan reste politiquement actif et arrive à se positionner en tant que candidat républicain à l'élection présidentielle de 1980.

Les États-Unis des années 1970 doivent relever d'importants défis. Sur le plan économique, le pays subit la Grande Inflation qui culminera à 14 % en 1980⁷ (à titre de comparaison l'inflation post-Covid de 2023 était de 8%). La crise pétrolière de 1979 provoque une hausse des prix du pétrole et des pénuries de carburants aux États-Unis⁸. À l'international, la crise iranienne débute la même année, ainsi que celle des euromissiles, qui voit l'OTAN et l'URSS installer des missiles nucléaires en Europe. C'est dans ce contexte que Reagan devient président en 1980.

Reaganomics et soutien de la liberté dans le monde

Ses mesures économiques surnommées « *Reaganomics* » sont parmi les aspects principaux de la politique de Reagan. Il procède notamment à une baisse des impôts. Avant, son mandat le taux maximal de l'impôt fédéral sur le revenu était de 70%. Il passe à 50 % en 1982 puis à 28 % en 1988 (Figure 1). Quant à l'impôt sur les sociétés, il passe de 46 % à 34 %⁹.

Un autre point est la défense du libre-échange. Reagan est un partisan des échanges économiques entre les pays. Son administration lance les négociations commerciales multilatérales du cycle de l'Uruguay en 1986, contribuant à la baisse des droits de douane mondiaux et à la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il fait approuver l'accord de libre-échange entre les États-Unis et le Canada en 1988, lequel s'est rapidement étendu au Mexique dans le cadre de ce qui est devenu l'Accord du libre-échange nord-américain

5. Ronald Reagan, *An American Life*, Simon and Schuster, 1990.

6. *Ibid.*

7. Federal Reserve History, *The Great Inflation*, www.federalreservehistory.org/essays/great-inflation

8. Philip K. Verleger, Brookings, *The U.S. Petroleum Crisis of 1979*, www.brookings.edu/articles/the-u-s-petroleum-crisis-of-1979/

9. Tax Foundation, *Historical U.S. Federal Corporate Income Tax Rates & Brackets, 1909-2020*, 24 août 2021, <https://taxfoundation.org/data/all/federal/historical-corporate-tax-rates-brackets/>

(ALENA). Reagan met aussi son veto aux projets de lois protectionnistes sur les quotas textiles en 1985 et 1988¹⁰.

De plus, des mesures de déréglementations sont prises. L'administration Reagan supprime le contrôle des prix du pétrole et du gaz naturel, de la télévision par câble, des services téléphoniques longue distance, des services d'autobus inter-États et du transport maritime¹¹. Un des épisodes les plus connus est la gestion par le président de la grève des contrôleurs aériens en 1981. Reagan, jugeant la grève illégale, ordonne le licenciement des grévistes qui n'avaient pas repris le travail et comble les postes manquants par des contrôleurs militaires¹².

Reagan est aussi connu et reconnu pour sa politique internationale contre le bloc soviétique, qu'il surnomme « *l'Empire du mal* ». En 1982, devant le parlement britannique, il déclare que « *la marche de la liberté et de la démocratie... laissera le marxisme-léninisme sur le tas de cendres de l'Histoire* » ; paraphrasant Trotski qui avait dit à ses opposants : « *Allez désormais là où vous devez aller : dans les poubelles de l'Histoire* »¹³. Néanmoins, conscient du danger d'une escalade nucléaire, il reprend cette même année les discussions du contrôle des armements nucléaires avec les Soviétiques. Dans le même temps, il relance la course technologique avec le projet d'armes spatiales. Le programme Initiative de Défense Stratégique (IDS) surnommé *Star Wars* ou Guerre des Étoiles oblige les Soviétiques à investir massivement dans des technologies pour faire face aux États-Unis. Cette stratégie américaine contribue à l'épuisement de l'économie soviétique, déjà dans une situation critique. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1984 contribue toutefois au renouveau des relations entre les

Fig. 1 : Taux d'imposition maximum



Source : Tax Foundation, *Historical Federal Individual Income Tax Rates & Brackets, 1862-2021*, 24 août 2021.
<https://taxfoundation.org/data/all/federal/historical-income-tax-rates-brackets/>

deux grandes puissances. Gorbatchev et Reagan signent le traité FNI (Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire) en décembre 1987, qui conduit à la destruction de plus de 2600 armes nucléaires soviétiques et américaines. En décembre 1988, à la fin de la présidence de Reagan, Gorbatchev annonce, dans un discours prononcé devant les Nations unies à New York, la réduction des forces militaires soviétiques en Europe de l'Est de 500 000 soldats et de 10 000 chars d'assaut au cours des deux années à venir.

Pendant ses mandats, Reagan soutient aussi les opposants au communisme en Europe centrale et tout particulièrement la Pologne qui subit le joug de la loi martiale depuis 1981. Reagan soutient Solidarność, le syndicat polonais qui devient la principale figure d'opposition avec son dirigeant Lech Walesa¹⁴.

10. Daniel Griswold, Cato Institute, *Reagan Embraced Free Trade and Immigration*, 24 juin 2004, <https://cato.org/commentary/reagan-embraced-free-trade-immigration>

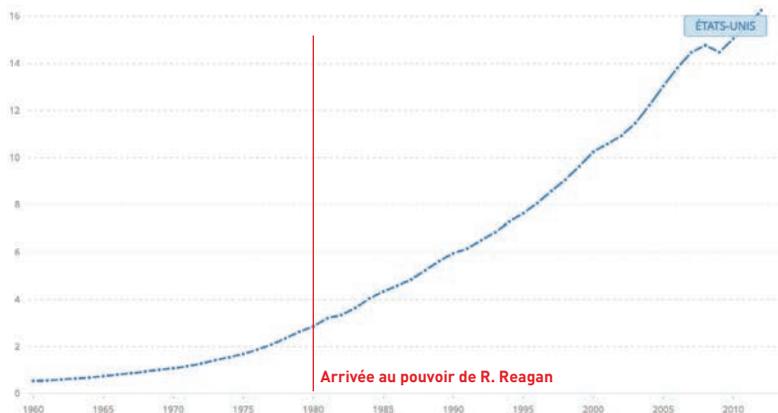
11. William Niskanen, Econlib, *Reaganomics*, www.econlib.org/library/Enc/Reaganomics.html

12. Bryan Craig, Miller Center, *Reagan vs. Air Traffic Controllers*, 24 juillet 2017, <https://millercenter.org/reagan-vs-air-traffic-controllers>

13. Lou Cannon, Miller Center, *Ronald Reagan : Foreign Affairs*, 4 octobre 2016, <https://millercenter.org/president/reagan/foreign-affairs>

14. Ronald Reagan, *Statement on the Political Situation in Poland*, www.reaganlibrary.gov/archives/speech/statement-political-situation-poland

Fig. 2 : PIB en billion de dollars US courants



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD?end=2012&locations=US&start=1960>

La victoire économique et politique des États-Unis dans la Guerre froide

En 1988, les États-Unis sont une puissance inégalée sur les plans économique et politique. L'effondrement de l'URSS, quelques années après la fin de la présidence Reagan, font des États-Unis un pays sans rival. Économiquement, le PIB américain poursuit son envol (Figure 2).

Quant au PIB par habitant, avant les mandats de Reagan il était proche de celui de la France et de l'Allemagne, bien que légèrement supérieur. Une fois Reagan aux affaires, l'écart se creuse en faveur des États-Unis, même si l'Allemagne connaît aussi un sursaut au début des années 1990 (Figure 3).

L'inflation, qui était depuis 1973 au-dessus de 5 %, se réduit jusqu'à 1,8 % en 1986 et ne dépassera plus les 5 % jusqu'en 2022¹⁵. Quant à la croissance économique, si le début de la présidence de Reagan connaît une récession en 1982 avec -1,2 %, elle enregistre aussi la plus grande croissance depuis 1960, soit 7,2 % en 1984 (Figure 4).

Au niveau international, la politique de

Reagan contribue à la libéralisation économique et à la chute de l'URSS. Le développement des partis libéraux, dans une Europe centrale sortant du communisme et d'une économie collectiviste, s'inspire des programmes de Thatcher et de Reagan. Enfin, la puissance militaire américaine est désormais sans équivalent. Les États-Unis sont devenus le « gendarme du monde ».

Le budget militaire mal géré crée de la dette

L'une des principales critiques à formuler contre la politique reaganienne est d'ordre budgétaire et économique. En 1979, la dette publique s'élevait à 845 milliards de dollars. En 1988, elle est de 2 684 milliards de dollars¹⁶. Reagan a triplé une dette qui, avant son mandat, progressait de manière bien plus stable. Si ses successeurs n'ont pas amorti la hausse et l'ont même aggravée, il n'en reste pas moins que le vrai point faible de Reagan demeure sa gestion budgétaire.

Si le budget fédéral américain n'est plus en équilibre depuis 1969, le déficit est important sous Reagan. Celui-ci qui avait atteint un maximum de 3,9 % du PIB en 1976, va atteindre 5,7 % du PIB en 1983 pour revenir à 2,9 % en 1988¹⁷. La dette nationale brute a crû de 995 milliards de dollars à 2 900 milliards de dollars¹⁸. Reagan a baissé les impôts mais n'a pas baissé les dépenses de l'État. Ces dernières ont augmenté et tout particulièrement les dépenses militaires. Celles-ci sont passées de 126 milliards de dollars en 1979 à 309 milliards en 1988¹⁹. La course à l'armement face à l'URSS a motivé cette hausse, mais elle a malmené le budget sur le long terme. À cela s'ajoute l'absence de rigueur budgétaire de la part du Congrès, ce dernier n'ayant pas voulu faire de nouvelles coupes dans les programmes nationaux discrétionnaires.

15. Federal reserve bank, Inflation, *Consumer Prices for the United States*, 19 septembre 2024, <https://fred.stlouisfed.org/series/FPCPITOTLZGUSA>

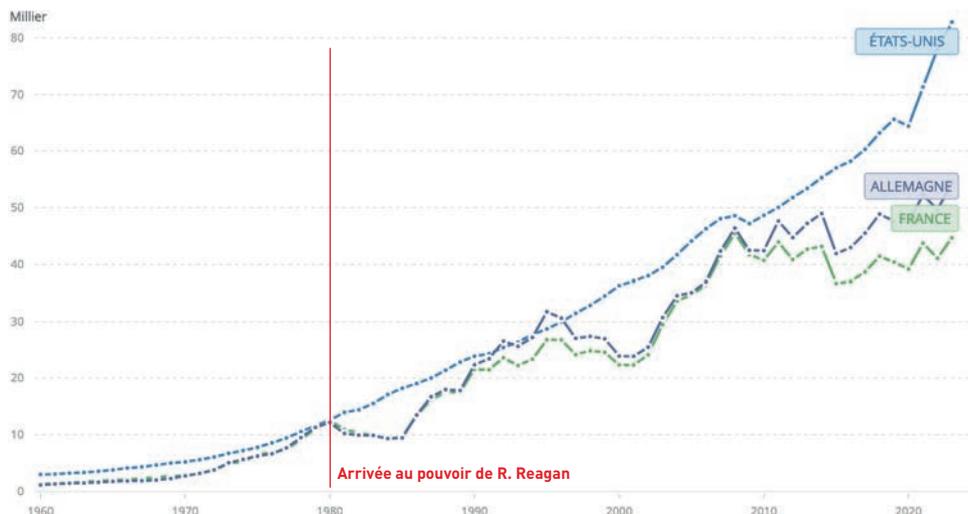
16. Federal reserve bank, *Federal Debt : Total Public Debt*, 5 septembre 2024, <https://fred.stlouisfed.org/series/GFDEBTN>

17. Federal Reserve Bank, *Federal Surplus or Deficit [-] as Percent of Gross Domestic Product*, 18 octobre 2024, <https://fred.stlouisfed.org/series/FYFSGDAI88S>

18. Federal Reserve bank, *Federal Debt : Total Public Debt*, <https://fred.stlouisfed.org/series/GFDEBTN>

19. Donnée de la Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/MS.MIL.XPND.CD?end=2007&locations=US&start=1960>

Fig. 3 : PIB par habitant en dollars US courants



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.CD?locations=US-FR-DE>

tionnaires²⁰. La Chambre des représentants est contrôlée par les démocrates pendant toute la durée de la présidence Reagan. Le Sénat est contrôlé par les républicains pendant la majeure partie du mandat, mais le parti suit parfois une politique qui entre en contradiction avec les orientations du président. Le Congrès s'oppose à lui lorsque ses propositions budgétaires prévoient des réductions de dépenses. Ni l'administration ni le Congrès n'ont voulu soutenir l'élan de déréglementation ou réformer la réglementation en matière de santé, de sécurité et d'environnement. Parfois, les républicains se sont même associés aux démocrates pour annuler les vetos de Reagan sur les mesures de dépenses avec une super majorité au Congrès²¹.

Cette situation montre la difficulté de revoir les dépenses publiques d'une administration américaine qui ne cesse de croître. En définitive, le budget fédéral a fait l'objet d'une réaffectation substantielle des dépenses intérieures vers la Défense

et le paiement des intérêts de la dette publique.

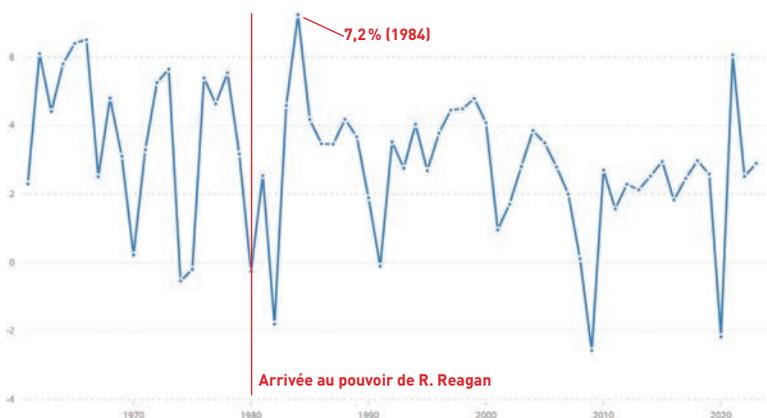
Trois grandes actions

- Baisse des impôts
- Suppression du contrôle des prix
- Soutien aux opposants au communisme

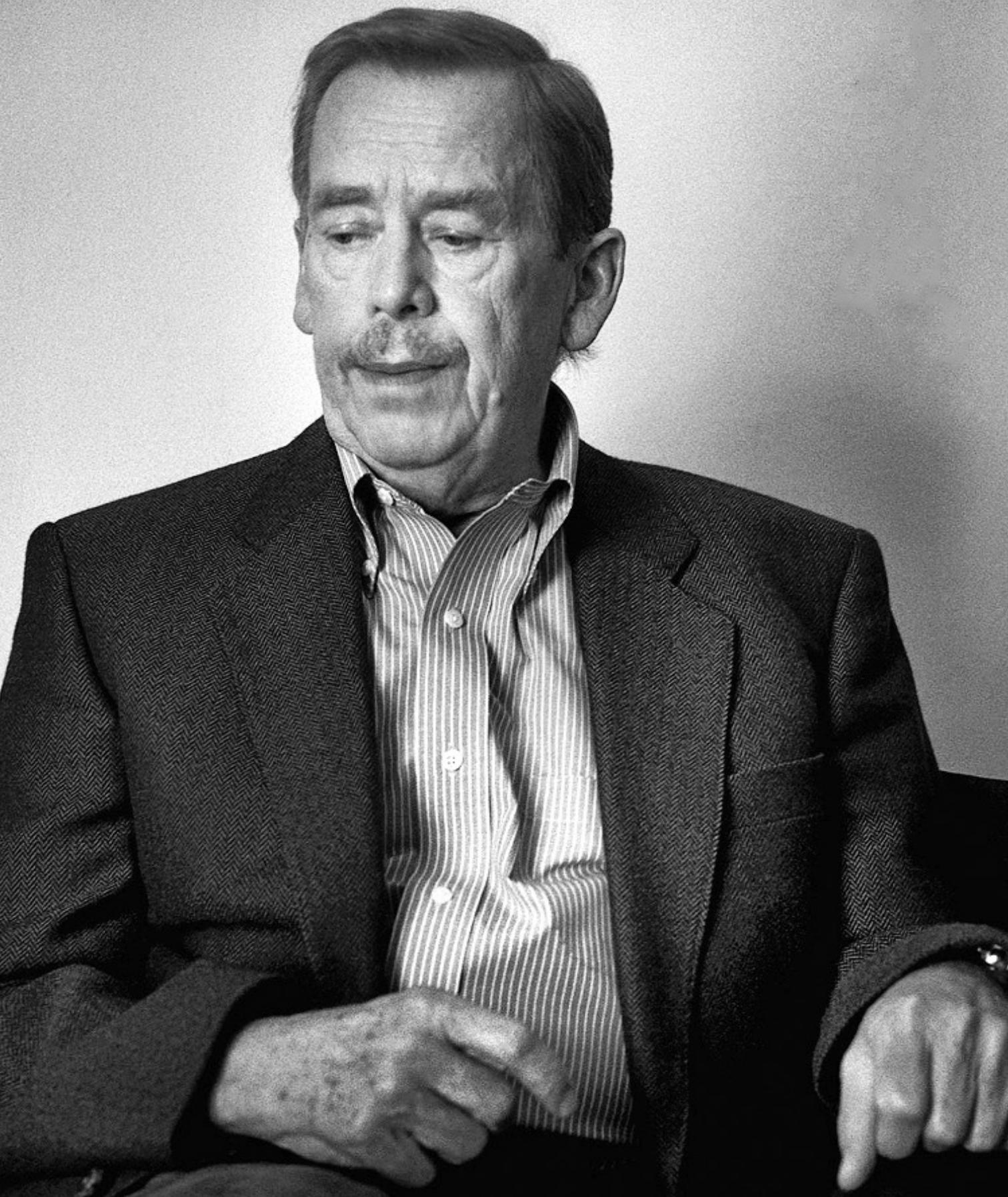
20. William Niskanen, *op. cit.*

21. Jeff Spross, *The Week, How Ronald Reagan Zapped a Recession with Massive Government Spending*, 11 août 2016, <https://theweek.com/articles/642128/how-ronald-reagan-zapped-recession-massive-government-spending>

Fig. 4 : Croissance du PIB (% annuel)



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=US>



3. Václav Havel et Václav Klaus

Les architectes de la libéralisation de la République tchèque post-soviétique

La République tchèque est un État récent qui a une longue Histoire. Jadis royaume de Bohême et composante du Saint-Empire romain germanique, il va connaître un XX^e siècle oscillant entre indépendance et occupation par des régimes totalitaires. Ce pays, qui a subi les régimes national-socialiste et communiste, connaît un fort développement depuis la fin du bloc soviétique.

La transition du régime communiste vers la démocratie libérale est le fait de deux hommes politiques. Václav Havel (1936–2011), dissident puis président de la République (1993–2003) et Václav Klaus (né en 1941), économiste, président du Gouvernement (1992–1998) et président de la République (2003–2013). Le premier a principalement œuvré pour la liberté politique, le second pour la liberté économique.

De la dissidence contre le pouvoir communiste à la présidence : le parcours de Václav Havel

Václav Havel est né en 1936 d'une famille aisée de la bourgeoisie de Prague. Sa fa-

mille comprend des entrepreneurs immobiliers ayant construit plusieurs bâtiments désormais historiques, comme le complexe cinématographique Lucerna¹. « *Václav est un enfant privilégié, à l'aise et heureux. Le seul problème, pour un enfant né en 1936, c'est que cela ne durera pas longtemps*². » En effet, l'Allemagne d'Hitler annexe en septembre 1938 une partie du territoire de la République tchèque en prenant le contrôle des Sudètes. Le Protectorat de Bohême et de Moravie, un territoire fantoche, est mis en place en 1939 par les nazis, quelques mois avant le début de la Seconde Guerre mondiale

Si la famille d'Havel a réussi à survivre au nazisme, l'arrivée des communistes a eu des conséquences plus directes sur la vie du futur président. La prise de pouvoir par les communistes soutenus par l'URSS lors du coup de Prague en février 1948 conduit à la confiscation des biens de la famille Havel. Considéré comme un élément bourgeois, Václav Havel se voit refuser un accès normal à la scolarisation. Il réussit toutefois, grâce aux cours du soir, à obtenir son examen de fin de secondaire (l'équivalent du baccalauréat français).

◀ Václav Havel (1936–2011).

1. Radio Prague International, *Raconter l'histoire du cinéma Lucerna, c'est raconter l'histoire de la Tchéquie*, 8 mai 2017, <https://francais.radio.cz/raconter-lhistoire-du-cinema-lucerna-cest-raconter-lhistoire-de-la-tchequie-8193702>

2. Michael Zantovsky, *Havel : A Life*, Grove Press, 2014.

► Václav Klaus.

Václav Havel s'intéresse dès son enfance à la philosophie et aux arts. Cet intérêt perdurera toute sa vie. Animé par un optimisme humaniste, il cherche à promouvoir la liberté dans la Tchécoslovaquie communiste. Ses pièces de théâtre disent l'absurdité bureaucratique. « *La première pièce de Havel, Zahradní slavnost (1963 ; La Fête au jardin), est caractéristique de son œuvre, avec son examen absurde et satirique des routines bureaucratiques et de leurs effets déshumanisants. Dans sa pièce la plus connue, Vyrozumění (1965 ; Le Mémoire), un langage artificiel incompréhensible est imposé à une grande entreprise bureaucratique, ce qui entraîne la rupture des relations humaines et leur remplacement par des luttes de pouvoir sans scrupules*³. »

Cependant, c'est à partir du printemps de Prague et son « socialisme à visage humain » en 1968 que l'engagement politique de Václav Havel devient plus fort, ce qu'il paiera. Après la répression soviétique (le pays est envahi en août 1968) et la « normalisation », ses pièces sont interdites et son passeport confisqué. Au cours des années 1970 et 1980, il est arrêté à plusieurs reprises et passe quatre ans en prison (1979–1983) pour ses activités politiques en faveur des droits de l'homme. Il est l'un des cofondateurs et porte-parole de la « Charte 77 » une organisation politique libérale. Il écrit en 1978 l'essai *Le Pouvoir des sans-pouvoir*⁴, où il montre comment l'absence de liberté peut facilement entraîner quelqu'un du mauvais côté de la loi : « *Nous n'avons jamais décidé de devenir des dissidents, nous nous sommes transformés en dissidents, sans trop savoir comment, et nous nous sommes parfois retrouvés en prison sans trop savoir comment. Nous sommes simplement allés de l'avant et avons fait certaines choses que nous estimions devoir faire et qui nous*

*semblaient décentes, ni plus ni moins*⁵. »

Néanmoins, avec l'effondrement progressif du bloc soviétique à la fin des années 1980 et la Révolution de Velours en Tchécoslovaquie en 1989, Havel devient la figure de proue du Forum civique, une nouvelle coalition de groupes d'opposition non communistes qui réclament des réformes démocratiques. Havel devient président par intérim et le Forum civique entre au gouvernement.

Une libéralisation politique sous Havel et une libéralisation économique avec Klaus

Les pouvoirs constitutionnels du Président sont limités. Václav Havel joue néanmoins sa partition diplomatique dans le rapprochement avec l'Ouest. C'est le Premier ministre qui mène la politique concrète de l'exécutif. Václav Klaus va être celui qui conduira les réformes économiques à ce poste.

Ce dernier est un économiste de formation qui a pu étudier en Italie en 1966 et aux États-Unis en 1969. Deux personnalités différentes, voire opposées sur un certain nombre de questions : Havel est plus social-démocrate, Klaus, libéral. Ce dernier étant membre de la société du Mont-Pèlerin⁶, l'organisation créée par l'économiste Friedrich Hayek pour réunir les libéraux.

Klaus mène une politique de libéralisation économique. Avant les années 1990, l'économie était planifiée et étatique. Au début de l'année 1991⁷, le gouvernement supprime la majeure partie des subventions, avec 85 % des prix libéralisés. L'une des réformes-phare est l'instauration de bons de privatisation. Comme le précise une étude de Claremont Colleges : « *La Tchécoslovaquie a expérimenté une stratégie de privatisation unique qui contrastait*

3. Britannica, *Václav Havel*, www.britannica.com/biography/Vaclav-Havel

4. Václav Havel, *Le Pouvoir des sans-pouvoir*, Première Partie, 2021.

5. Columbia SIPA, *Madeleine Albright Remembers Václav Havel*, www.sipa.columbia.edu/news/madeleine-albright-remembers-vaclav-havel

6. Václav Klaus, *Mont Pelerin Society General Meeting Speech : We Are Not on the Winning Side*, www.klaus.cz/clanky/3178

7. Summer Ellis, Claremont Colleges, *Emerging from Behind the Curtain : A Comparative Analysis of Polish and Czech Reforms Based on Quality of Life Improvements*, https://scholarship.claremont.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=4826&context=cmc_theses



avec les autres pays du bloc. Pour privatiser les entreprises d'État, le gouvernement a distribué des bons permettant aux citoyens tchèques d'acheter des parts d'entreprises en deux vagues d'appels d'offres. Les deux vagues ont eu lieu en 1992 et 1994, 988 entreprises ayant été vendues aux enchères lors de la première vague et 861 lors de la seconde. La propriété privée s'est ainsi rapidement développée, plus de 80% des actifs de l'État tchèque ayant été privatisés à la fin de la procédure d'appel d'offres⁸. »

Il a aussi fallu recréer un système fiscal fonctionnel : « L'impôt sur le revenu des citoyens a été introduit en 1990 et s'applique, entre autres, aux revenus du commerce, de l'artisanat, de l'agriculture privée et de la pêche, aux professions libérales, et aux revenus d'investissement provenant d'actifs réels et financiers (à l'exclusion des intérêts sur les dépôts bancaires). Il existe une structure de taux progressif de 15% à 45% sur les revenus nets jusqu'à un peu plus 1 million de couronnes, un taux de 55% s'applique aux revenus supérieurs à ce niveau. Un autre impôt sur les revenus des activités littéraires et artistiques est soumis à un barème de taux allant de 3% à 33% sur une échelle progressive pour les revenus allant jusqu'à 50 000 couronnes par an. Au-delà, un taux de 33% s'applique⁹. »

Au niveau budgétaire, Václav Klaus a aussi cherché à assurer un meilleur contrôle des finances publiques. En 1997, alors que l'économie tchèque connaissait des difficultés, le Premier ministre annonce des mesures comprenant une réduction des dépenses de 5%, soit une économie de près de 900 millions de dollars. Ces mesures comprennent une limitation du taux de croissance annuel des salaires dans le secteur public à 7%. Les investissements de



© 38067 / Shutterstock

l'État sont appelés à être réduits de 20% (254 millions de dollars ou 7 700 millions de couronnes), hors transports, infrastructures et Défense, où les réductions ne sont que de 8%¹⁰. En tant que président de la République entre 2003 et 2013, il continuera à soutenir une politique de réduction des dépenses. En 2010, il accepte des lois qui prévoient « de multiples coupes, notamment dans les domaines sociaux et fiscaux, ainsi qu'une réduction de 5% des subventions pour les partis politiques¹¹. » Sur le plan politique, la République tchèque se rapproche de l'Occident. En 1993, elle signe un traité d'association avec

8. Summer Ellis, *op. cit.*

9. Données du FMI, www.elibrary.imf.org/display/book/9781557752758/ch003.xml

10. Jolyon Naegele, Breffni O'Rourke, Radio Free Europe / Radio Liberty, *Czech Republic: Prime Minister Keeps Cool, Plays Down Economic Gloom*, 9 avril 1997, www.rferl.org/a/1084346.html

11. Radio Prague International, *Coupes budgétaires : Václav Klaus signe trois projets de lois proposés par le cabinet*, 23 novembre 2010, <https://francais.radio.cz/coupe-budgetaires-vaclav-klaus-signes-trois-projets-de-lois-proposees-par-le-8383024>



© Magro / Shutterstock



▲ La Tchéquie fait partie de l'Union européenne depuis le 1^{er} mai 2004.

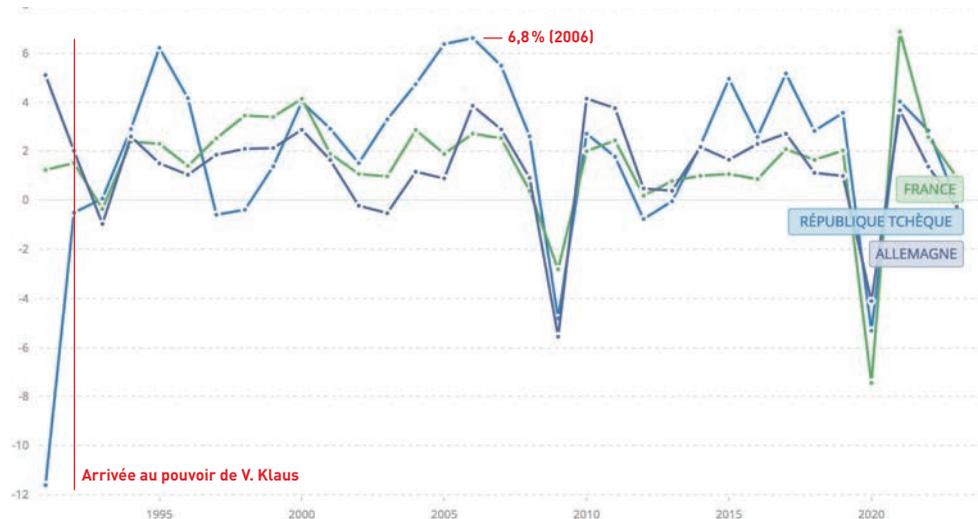
la Communauté économique européenne (CEE) qui prépare sa future adhésion. La Tchéquie fait partie de l'Union européenne depuis le 1^{er} mai 2004¹². Elle est membre de l'OTAN depuis 1999 (comme la Pologne et la Hongrie).

Le pays de l'ex-bloc soviétique le plus libre et le plus prospère

S'il y a un pays de l'Europe centrale qui a réussi sa mue post-communiste, c'est bien la République tchèque. Les réformes des années 1990 ont permis la montée en puissance économique du pays.

La croissance du pays atteint en 1995 et 2006, plus de 6% du PIB. La croissance tchèque sera souvent supérieure à celle de la France et de l'Allemagne (Figure 1). Quant au PIB par habitant, il va, lui aussi, augmenter fortement. Au point de dépasser celui de l'Espagne et du Portugal quand il est calculé en parité de pouvoir d'achat (PPA)¹³. De même, l'écart avec les pays riches d'Europe de l'Ouest s'est réduit. Au regard des chiffres de la Banque mondiale, la République tchèque avait en 1990 un PIB par habitant PPA de 12 716 dollars contre 17 697 dollars pour la France. Cette année-là, le PIB par habitant PPA tchèque représentait 72% de celui de la France. En 2023, il était de 53 816 dollars pour la République tchèque et de 61 156 dollars pour la France. Le PIB par habitant PPA tchèque représente désormais 88% de celui de la France (Figure 2).

Fig. 1 : Croissance du PIB (% annuel)



12. Electronic Database of Investment Treaties (EDIT), *EC - Czech Republic Association Agreement (1993)*, <https://edit.wti.org/document/show/e60003f1-b11c-4573-9ec3-21b33a49cbf6>

13. Données de la Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PPCD?locations=CZ-PT-ES-FR>

Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=2023&locations=CZ-FR-DE&start=1991>

Fig. 2 : PIB par habitant, (dollars PPA internationaux courants)



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.PP.CD?locations=CZ-PT-ES-FR>

Une gouvernance qui reste à améliorer

Une mauvaise gouvernance d'entreprises, un manque de transparence et un système bancaire défaillant sont les points faibles de la République tchèque dans les années 1990¹⁴. Malgré la volonté de Klaus de les privatiser, les banques demeurent contrôlées par l'État pendant la décennie 1990, ce qui conduit à une crise économique. En outre, le secteur bancaire tchèque est très concentré. En 1996, il existait plus de 55 banques. Et pourtant, c'était toujours les quatre premières banques d'État qui contrôlaient l'écrasante majorité des actifs¹⁵.

En 2023, la donne a bien changé : « Concentré et largement contrôlé par des groupes étrangers (dont les 5 premières banques, qui représentent 73% des actifs et 78% des dépôts), le secteur bancaire est rentable, sain et bien capitalisé¹⁶. »

Cette absence de transparence et les problèmes de gouvernance subsistent, comme le fait remarquer le Département d'État des États-Unis dans un rapport récent : « *La corruption est restée un problème au sein des organes chargés de l'application de la loi et à différents niveaux de la bureaucratie. Les formes de corruption les plus courantes sont : la fuite d'informations en échange de paiements ; l'utilisation non autorisée des bases de données des services répressifs, généralement pour rechercher des informations désobligeantes*¹⁷. »

Trois grandes actions

- Libéralisation politique
- Privatisations
- Réduction des dépenses publiques

14. Jennifer Woolman, *The Fletcher Forum of World Affairs, Czech Banking in the 1990s: What Went Wrong?*, 2002, <https://dl.tufts.edu/downloads/ns064j05f?filename=44558r16f.pdf>

15. *Ibid.*

16. Direction générale du Trésor, République tchèque. *Situation économique et financière – quatrième trimestre 2023*, 29 février 2024, www.tresor.economie.gov.fr/Pays/CZ/indicateurs-de-conjoncture

17. United States Department of State, *2022 Country Reports on Human Rights Practices: Czech Republic*, www.state.gov/reports/2022-country-reports-on-human-rights-practices/czech-republic/



4. Mart Laar

La transformation de l'Estonie, ex-république soviétique, en l'un des pays les plus pro-business du monde

L'Estonie est une ancienne république soviétique. Le pays balte a fait partie de l'URSS, malgré lui, à compter son invasion par les bolchéviques en 1940. Petit pays comptant un million d'habitants (dont une forte minorité russophone), il n'a pas la puissance de ses voisins russe ou polonais. Dès lors, la solution pour se développer est d'avoir une économie performante. À l'instar de la République tchèque, l'Estonie a connu une transformation économique d'un modèle communiste vers le marché libre. Le principal initiateur de cette transition est Mart Laar, Premier ministre du 30 janvier au 19 octobre 1992 puis du 25 mars 1999 au 8 janvier 2002.

De la vie dans une république socialiste soviétique aux thèses économiques de Milton Friedman

Mart Laar, né en 1960, est allé à l'école à Tallinn et a ensuite étudié à l'université de Tartu où il a obtenu un diplôme d'histoire en 1983. Il a ensuite enseigné cette matière pendant trois ans avant d'être nommé chef du département des mémoires historiques au ministère de la Culture¹. Son parcours avant la politique est peu documenté.

Mart Laar a été influencé par l'économiste américain Milton Friedman. Comme le dit Mart Laar lui-même : « *Je n'avais lu qu'un seul livre d'économie, Free to Choose de Milton Friedman. J'étais tellement ignorant à l'époque que je pensais que ce que*

*Friedman écrivait sur les avantages de la privatisation, de la flat tax et de l'abolition de tous les droits de douane, était le résultat des réformes économiques mises en œuvre en Occident*². »

Les écrits de Laar montrent aussi un rejet du communisme et des régimes soviétiques. Comme il l'écrit en 2001 dans *Back to the future : 10 years of freedom in Central Europe* : « *Les peuples d'Europe centrale connaissent le prix et l'importance de la liberté, ils connaissent les problèmes du socialisme, ils apprécient leur patrimoine et leur identité nationale, l'importance de la famille et de la religion. Leur volonté de prendre des risques et des décisions audacieuses peut créer de bonnes possibilités de développement de nouvelles technologies et économies. Réintégrer l'Europe centrale dans l'Union européenne, c'est d'une certaine manière revenir à ses racines*³. »

Le souvenir du « pacte de non-agression » entre Hitler et Staline reste très vivace dans l'esprit de Laar. Bien qu'il n'ait pas connu la Seconde Guerre mondiale, le fait que l'Europe centrale ait été prise en étau entre deux totalitarismes a marqué la pensée des hommes de cette région. C'est l'occupation soviétique qui génère le plus grand traumatisme. Pour Laar : « *Entre 1940 et 1955, l'Estonie a perdu 25 à 30 % de sa population d'origine. Le nombre d'Estoniens de souche vivant en Estonie aujourd'hui est inférieur à ce qu'il était en 1939*⁴. »

1. Academy for cultural diplomacy, *Mart Laar*, www.culturaldiplomacy.org/academy/index.php?Mart-Laar

2. Cato Institute, *The Milton Friedman Prize for Advancing Liberty*, 18 mai 2006, www.cato.org/friedman-prize/mart-laar

3. Mart Laar, *Back to the Future : 10 Years of Freedom in Central Europe*, Pro Patria Union, 2001, www.europarl.europa.eu/100books/en/detail/50/back-to-the-future-10-years-of-freedom-in-central-europe

4. *Ibid.*



L'introduction d'un impôt sur le revenu à taux unique a permis de gagner en simplicité pour le contribuable et le collecteur d'impôts.

Il rappelle aussi que dans les années 1990, Thatcher et Reagan étaient populaires auprès de l'opposition anti-communiste en Europe centrale. La Première ministre britannique et le président américain sont des modèles pour Mart Laar. Il est naturel que ce dernier s'inspire de leurs mesures.

Un Premier ministre qui accomplit une refonte fiscale et commerciale du pays dans les années 1990

À l'arrivée au pouvoir de Laar, l'Estonie subit une hyperinflation comme le reste des pays ayant le rouble pour monnaie⁵. L'une de ses premières réformes consiste à redonner à l'Estonie une monnaie nationale : « *La première véritable réforme en Estonie a été la réforme monétaire de juin 1992, qui a fait de l'Estonie le premier pays de l'ex-Union soviétique à introduire sa propre monnaie. Basée sur un système de caisse d'émission, la couronne estonienne a été rendue entièrement convertible dès les premiers jours, son taux de change étant rattaché au mark allemand à un taux fixe*⁶. »

Comme le précise Mart Laar, il était nécessaire d'assurer une stabilité macroéconomique comme objectif prioritaire, via une politique monétaire bien gérée et un budget en équilibre.

Après cette stabilisation, Laar considère que l'Estonie doit s'ouvrir au monde, à la concurrence et aux investissements étrangers. « *L'ouverture présente de nombreux avantages pour une transition rapide et sans heurts vers une économie de marché. Elle fournit un ensemble rationnel de processus d'allocation des ressources déterminés par le marché, introduit davantage de concurrence, permet aux pays de se spécialiser en fonction de leurs avantages comparatifs et laisse le marché plutôt que le gouvernement choisir les gagnants. L'Estonie s'est donc ouverte au monde, en libéralisant ses politiques commerciales et en abolissant toutes les restrictions à l'exportation et les droits de douane à l'importation, faisant de l'Estonie une zone de libre-échange*⁷. »

À l'instar des autres réformateurs, une vague de privatisation est conduite. Les terrains et les logements sont privatisés au moyen de bons, ce qui a permis à de nombreuses personnes de devenir propriétaires rapidement. Les actifs plus importants ont été privatisés par l'agence de privatisation, la *Treuhandstalt*⁸ estonienne, dans le cadre d'appels d'offres ouverts.

De plus, une réforme fiscale a été engagée. Elle consiste à introduire un taux unique pour l'impôt sur le revenu (*Flat tax*), actuellement de 20%. Ce système a permis de gagner en lisibilité mais aussi en simplicité pour le contribuable et le collecteur d'impôt.

Un autre aspect de la politique de Laar est la mise en place d'un gouvernement numérique. L'idée étant d'en finir avec les vieilles bureaucraties héritées de l'Union soviétique. « *Le cabinet de Laar, l'un des plus jeunes d'Europe, était composé de politiciens amateurs qui ont dû s'atteler à la tâche colossale de mettre en place la*

5. Rainer Kattel, Ringa Raudla, Resolution Foundation, *Estonia's Radical Transformation. Successes and failures of « crazy ideas »*, novembre 2022, https://economy2030.resolutionfoundation.org/wp-content/uploads/2022/11/Estonias_radical_transformation.pdf

6. Mart Laar, *Leading a Successful Transition : The Estonian Miracle*, <https://journals.sagepub.com/doi/10.1007/s12290-008-0024-z>

7. *Ibid.*

8. La *Treuhandanstalt* est l'institution de droit public ouest-allemand qui fut chargée de la privatisation des biens de l'ex-République démocratique allemande (RDA) après la réunification du pays.

Fig. 1 : Croissance du PIB (% annuel)



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?end=2023&locations=EE-US-FR&start=1991>

plupart des institutions d'un État fonctionnel à partir de rien, avec des fonds très limités et dans un laps de temps très court. Cela les a conduits à envisager puis à développer une architecture numérique publique axée sur le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC)». »

Un des pays les plus attractifs pour l'installation des entreprises

L'Estonie a connu à partir des années 1990 un fort développement économique. Partant d'une récession sévère en 1992 (- 21% du PIB), elle génère une croissance de 13% du PIB en 1997. Dans les années 2000, la croissance est pendant plusieurs années supérieure à 6% avec des pics allant jusqu'à 10% (en 2000). La croissance économique de l'Estonie est supérieure à celle de la France et des États-Unis sur la même période.

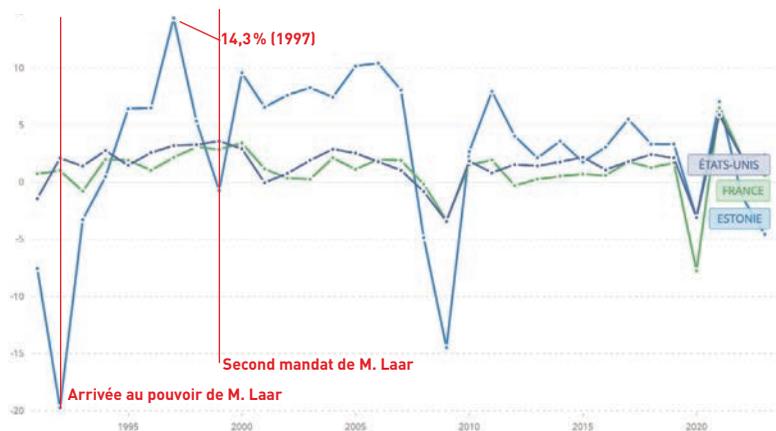
Le même phénomène est visible en matière de croissance du PIB par habitant. La hausse du niveau de vie des Estoniens a été plus rapide que celle des Français et

des Américains. Cela peut s'expliquer par le fait que le pays revenait de loin économiquement (Figure 2).

Toutefois, si on compare cette croissance du PIB par habitant estonien avec celles de la Pologne et de la Hongrie (deux autres pays transitant vers l'économie de marché), on constate que celle de l'Estonie est plus forte dans les années 2000, soit juste après les réformes (Figure 3 page suivante).

9. e-Estonia, *What's behind Estonia's Digital Success ?*, 22 janvier 2020, <https://e-estonia.com/whats-behind-estonias-digital-success/>

Fig. 2 : Croissance du PIB par habitant (% annuel)



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP.KD.ZG?end=2023&locations=EE-FR-US&start=1991>



© Praxodon Pictures / Shutterstock

▲ Tallinn, la capitale de l'Estonie, compte 458 000 habitants, soit un tiers de la population du pays.

Fig. 3 : Croissance du PIB (% annuel)



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDPPCAP.KD.ZG?end=2023&locations=EE-HU-PL&start=1991>

10. The Heritage foundation, *Index of Economic Freedom : All Country Scores*, octobre 2023, www.heritage.org/index/pages/all-country-scores

La politique économique libérale et la mise en place d'une bureaucratie numérique efficace ont permis à l'Estonie de devenir un pays attractif pour les entreprises. Le classement 2023 de la liberté

économique de l'*Heritage Foundation* positionne l'Estonie à la 7^e position mondiale et à la 4^e position européenne (derrière la Suisse, l'Irlande et le Luxembourg)¹⁰.

Trois grandes actions

- Réintroduction de la couronne estonienne
- Privatisations
- Création d'un impôt sur le revenu à taux unique



5. Jean Chrétien

Le Québécois libéral qui a œuvré pour l'unité du Canada et sa stabilité budgétaire

Quand les réformes sont évoquées, ce sont souvent des figures de droite qui ressortent comme Thatcher et Reagan. Pourtant, des figures du centre et du centre gauche peuvent aussi mener des réformes de bon sens. C'est le cas du Canada sous Jean Chrétien, Premier ministre qui a gouverné avec le Parti libéral du Canada de 1993 à 2003. En Amérique du Nord, le mot « libéral » n'a pas le même sens qu'en Europe. Le libéralisme nord-américain est de nature social-démocrate et progressiste, prônant un interventionnisme politique et économique. Pierre Elliott Trudeau et son fils Justin Trudeau incarnent cette tendance. Pourtant, sous Jean Chrétien, le Canada a assisté à la mise en place d'une politique plus centriste et plus favorable au libéralisme classique.

Un Québécois issu d'un milieu modeste face aux tensions indépendantistes de la province

Jean Chrétien est né à Shawinigan au Québec en 1934, la province francophone du Canada qui a toujours été tiraillée entre indépendance et unité avec le reste du pays. Il est né dans un milieu modeste : il est le 18^e d'une famille de 19 enfants¹ ! Son père, Wellie Chrétien, était machiniste et membre du Parti libéral. De ce fait, dès son enfance il sera actif en politique avec le Parti libéral : il participera à des meetings et distribuera des brochures politiques. Jean Chrétien a fait ses études au Québec

pour finir au Séminaire de Trois-Rivières, puis à l'Université Laval, où il obtient une licence en droit².

Le Musée canadien de l'Histoire le présente comme étant « *animé par un certain nombre de convictions profondes : son soutien indéfectible au fédéralisme, sa fierté francophone et son intérêt pour les besoins des gens ordinaires. Il s'est tenu à l'écart des élites qui, à leur tour, l'ont souvent regardé de haut*³. »

En 1963, il est élu à la Chambre des communes⁴ en tant que député libéral. Il a fait partie du cabinet du Premier ministre Pearson avec un poste sans portefeuille attaché aux Finances. Néanmoins, c'est sous les mandats de Pierre Elliott Trudeau que Jean Chrétien va devenir un ministre qui compte. Il occupera 12 postes au sein du cabinet Trudeau à partir de 1968, toujours aux Finances puis en tant que ministre du Revenu national (l'administration fiscale) en janvier 1968. Il y restera six mois avant de devenir le ministre des Affaires indiennes et du Développement du Nord pendant six ans. Ses débuts sont quelque peu difficiles car il a « *mal écouté les vœux des communautés autochtones au Canada*⁵. »

Par la suite, il préside le Conseil du Trésor, occupe le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère de la Justice, le ministère de l'Énergie, des Mines et

1. Robert Bothwell, L'Encyclopédie canadienne, *Jean Chrétien*, consulté le 23 mars 2021, www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/jean-chretien

2. Xavier Gélinas, Musée canadien de l'Histoire, *Portrait d'un Premier ministre : Jean Chrétien*, www.museedelhistoire.ca/blogue/portrait-dun-premier-ministre-jean-chretien

3. *Ibid.*

4. L'équivalent de l'Assemblée nationale française.

2. Xavier Gélinas, *op. cit.*



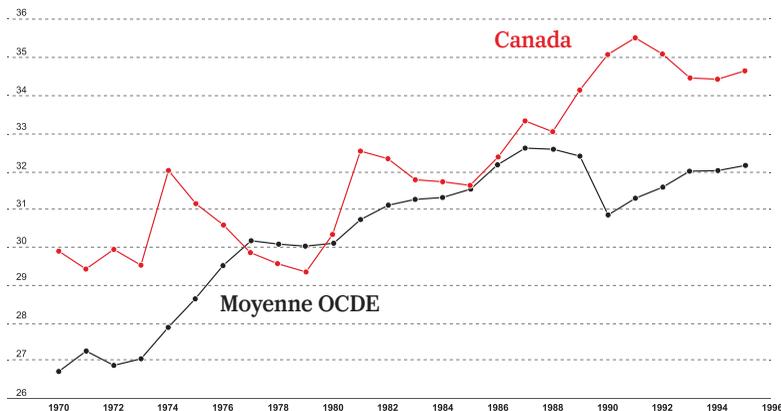
Quand Jean Chrétien prend le pouvoir, il hérite d'une situation budgétaire catastrophique.

Fig. 1 : Statistiques des recettes publiques

Niveau d'administration : Total

Recette fiscales totales

Indicateur : Recettes fiscales en % du PIB



Source : OCDE

OCDE, [https://data-explorer.oecd.org/vis?tenant=archive&df\[ds\]=DisseminateArchiveDMZ&df\[id\]=DF_REV&df\[ag\]=OECD&dq=NES.TOTALTAX.TAXGDP.CAN%2BOAVG&pd=1970%2C1995&to\[TIME_PERIOD\]=false&ly\[cl\]=TIME_PERIOD&ly\[rw\]=COU&vw=tl&lb=nm&lc=fr&pg=0](https://data-explorer.oecd.org/vis?tenant=archive&df[ds]=DisseminateArchiveDMZ&df[id]=DF_REV&df[ag]=OECD&dq=NES.TOTALTAX.TAXGDP.CAN%2BOAVG&pd=1970%2C1995&to[TIME_PERIOD]=false&ly[cl]=TIME_PERIOD&ly[rw]=COU&vw=tl&lb=nm&lc=fr&pg=0)

6. Robert Bothwell, *op. cit.*

7. Richard Foot, L'Encyclopédie canadienne, *Charte canadienne des droits et libertés*, 2 mars 2020, www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/charte-canadienne-des-droits-et-libertes

8. Données de la Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GC.DOD.TOTL.GD.ZS?locations=CA-FR>

9. Perspective Monde, *Dépôt du budget du gouvernement libéral fédéral de Jean Chrétien*, 22 février 1994, <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/quebec/evénements/24255>

10. *Ibid.*

des Ressources⁶. En tant que ministre de la Justice, il prend position en faveur de l'unité fédérale à l'occasion du référendum du Québec en mai 1980. Il dirige aussi la mise en place d'une nouvelle Charte des droits et libertés visant à réformer le droit constitutionnel et à accorder plus de droits civiques face à l'État⁷.

Dans les années 1980, Chrétien cherche à prendre la présidence du Parti libéral. Bien que gagnant en popularité, il est arrivé second lors des primaires du parti. Ce n'est qu'en 1990, à la suite des défaites du Parti libéral face aux conservateurs canadiens, que Jean Chrétien prend la direction du Parti libéral. En 1993, il devient Premier ministre.

Le Premier ministre canadien des coupes et de l'équilibre budgétaires

Quand Jean Chrétien prend le pouvoir, il hérite d'une situation budgétaire catastrophique. Le Canada a un taux d'imposition et une dette nationale élevés ainsi qu'un déficit annuel conséquent. Selon la Banque mondiale⁸, la dette s'élève en 1995 à 77% du PIB. À titre de comparaison, celle de la France est dans la décennie 1990 autour de 60%. Quant au taux d'imposition il est plus élevé que la moyenne de l'OCDE.

Dès lors, l'une des priorités de Jean Chrétien est d'assainir les finances publiques. Pour cela, il entame une campagne de réduction des programmes fédéraux, y compris les subventions aux provinces. Aidé par le ministre des Finances Paul Martin (qui deviendra en 2003 Premier ministre), il réforme l'assurance-chômage notamment. « *L'assurance-chômage est réformée pour encourager les Canadiens à travailler davantage. Ainsi, les travailleurs devront accumuler plus d'heures pour être admissibles à l'assurance-chômage, recevront des prestations réduites lorsqu'ils seront admissibles et bénéficieront de ces prestations pour une durée plus courte*⁹. » Un plan de réduction des dépenses de la fonction publique est engagé : « *Son budget de fonctionnement est réduit de 400 millions de dollars pour 1994 et 1995, puis de 620 millions de dollars pour 1996 et les années suivantes. De plus, la taille de l'administration gouvernementale est diminuée avec la suppression de 15 000 postes sur trois ans. Les fonctionnaires qui conservent leur emploi verront leurs salaires gelés jusqu'en 1997*¹⁰. »

La réduction des déficits et la réforme de l'État s'opèrent avec la révision des programmes ministériels. Comme le



précise un rapport du Sénat français en 2006 : le ministre des Finances de Chrétien, Paul Martin « *a réparti l'effort d'économie dans les ministères fédéraux, en distinguant trois catégories en fonction des priorités du gouvernement* ». Les subventions aux entreprises sont baissées de 60 %, les budgets des ministères de l'Industrie et des Transports réduits de 50 % et ceux des ministères de l'Environnement, de la Culture, de l'Aide internationale et de la Pêche, de 20 % à 50 %. Le nombre de ministères est réduit de 32 à 23. Un guichet unique est instauré pour traiter les relations des administrations avec les entreprises¹¹. Toutefois, une fois les finances publiques assainies, le nombre d'agents publics repartira à la hausse.

Sur un plan plus politique, il doit gérer un nouveau référendum d'indépendance du Québec en 1995. Fervent défenseur de l'unité fédérale, il milite pour le maintien du Québec dans le Canada. Le référendum donna la victoire aux fédéralistes d'une très courte majorité : 50,58 %. Si l'unité du Canada est préservée, cet épisode affecte personnellement le Premier ministre.

Sur le plan international, c'est sous Jean Chrétien que le traité de libre-échange avec les États-Unis et le Mexique (ALENA) est entré en vigueur. Le Premier ministre du Canada se montre un partisan du libre-échange et milite en faveur de celui-ci. Chrétien mène, lors de son premier mandat, une diplomatie économique visant à développer les liens commerciaux avec les autres pays. Nommées Équipe Canada, ces missions commerciales parcourent un certain nombre de pays comme la Chine, la Malaisie ou le Pakistan afin de signer des traités commerciaux. Jean Chrétien participe en personne à certaines d'entre elles¹².



© Erman Gunes / Shutterstock

▲ Toronto (un peu plus de 3 millions d'habitants) est la plus grande ville du Canada (40,8 millions d'habitants).

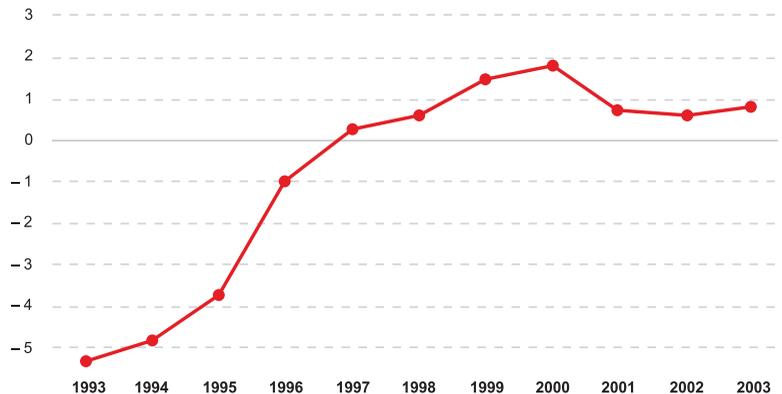
Le Canada plus uni politiquement et plus prospère

Les résultats économiques des mandats Chrétien sont positifs et ont permis au Canada de connaître une période de prospérité (peut-être même la période la plus prospère de l'Histoire du pays). En 1997, le Canada est en excédent budgétaire pour la première fois depuis 30 ans. Les années qui suivront seront fastes (Figure 2).

11. Sénat, *La réforme de l'État au Canada - L'avenir de Saint-Pierre-et-Miquelon*, Rapport d'information n°152, déposé le 5 janvier 2006, www.senat.fr/rap/r05-152/r05-152.html

12. Anthony Wilson-Smith, *L'Encyclopédie canadienne, Team Canada Returns Home*, 14 décembre 2013, www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/team-canada-returns-home

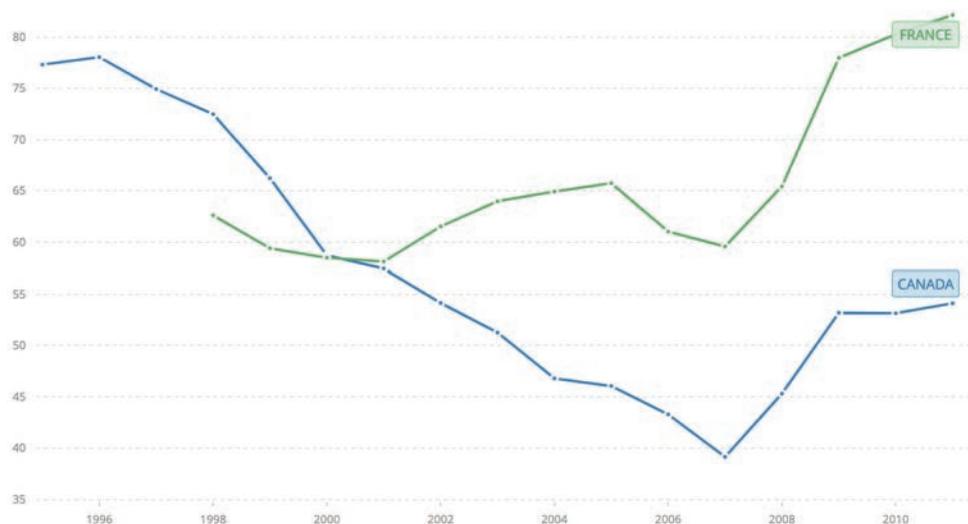
Fig. 2 : Déficit / Excédent budgétaire en % du PIB



Source : CBC News, *Canada's Deficits and Surpluses, 1963 to 2015*, 21 avril 2015, www.cbc.ca/news/multimedia/canada-s-deficits-and-surpluses-1963-to-2015-1.3042571

Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GC.DOD.TOTL.GD.ZS?end=2011&locations=CA-FR&start=1995>

Fig. 3 : Dette du gouvernement central, total (% du PIB)



Conséquence de ce surplus budgétaire, la dette baisse. Elle passe de 77% du PIB en 1995 à 51,3% en 2003 et elle continue de baisser jusqu'à 39,2% en 2007 (juste avant la crise dite des *subprimes*) (Figure 3).

Ces réformes ont aussi eu un effet sur l'emploi. Le taux de chômage passe de 11,4% en 1993 à 6,8% en 2000 (Figure 4).

Au niveau politique, l'échec des référendums sur l'indépendance du Québec va réduire à terme les volontés indépendantistes des québécois. En 2022, seulement un tiers de ces derniers se revendiquent souverainistes¹³.

Une politique parfois tendue avec les provinces

Les réformes de Jean Chrétien ne se sont pas faites sans douleur, tout particuliè-

rement en ce qui concerne les relations qu'entretient le gouvernement fédéral avec les provinces (les États fédérés du Canada). Les réductions budgétaires ont touché les transferts vers les provinces qui ont parfois eu du mal à s'adapter surtout dans le domaine de la santé¹⁴. L'administration de Jean Chrétien fut accusée d'avoir utilisé de l'argent public pour financer des opérations d'influence au Québec contre l'indépendantisme. C'est le « scandale des commandites¹⁵. »

Trois réformes

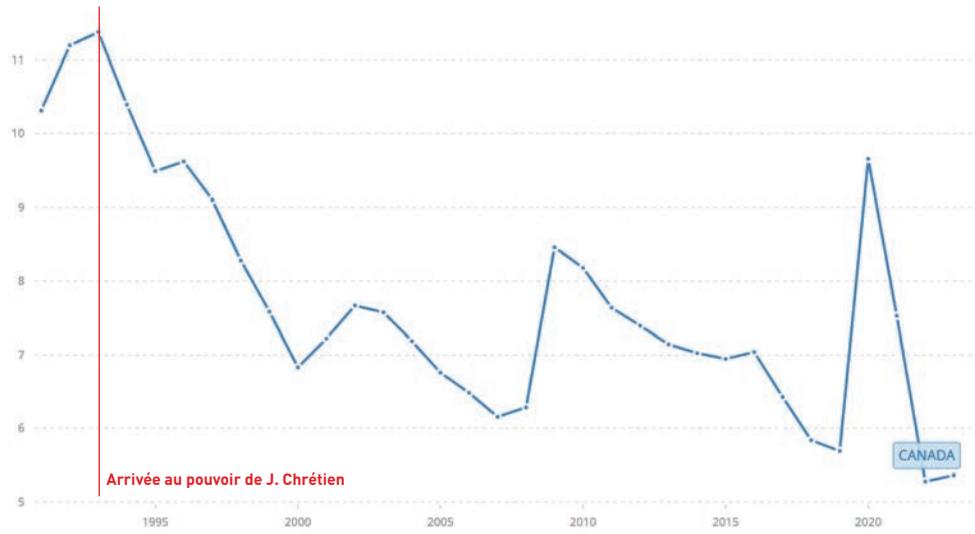
- Plan de réduction des dépenses publiques
- Suppression de ministères
- Baisse des aides aux entreprises

13. Charles Breton, Andrew Parkin, Options politiques, *La remontée du PQ dans les sondages insufflé-t-elle de la vigueur à l'option souverainiste ?*, <https://policyoptions.irpp.org/fr/magazines/mai-2024/sondage-souverainete-parti-quebecois>

14. Heather Scofield, *The Globe and Mail*, *Chrétien Rejects Health-Care Pleas from Provinces*, 1^{er} avril 2000, www.theglobeandmail.com/news/national/chretien-rejects-health-care-pleas-from-provinces/article1038283/

15. John Boyko, Andrew McIntosh, L'Encyclopédie canadienne, *Scandale des programmes de commandites*, 30 novembre 2021, www.thecanadianencyclopedia.ca/fr/article/scandale-des-programme-de-commandites

Fig. 4 : Chômage, total (% de la population)



Source : La Banque mondiale,
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.TOTL.ZS?locations=CA>



6. Lee Kuan Yew

Le dirigeant singapourien qui a fait d'un pays sous-développé l'un des pays les plus riches du monde

Singapour, ancienne colonie britannique, est devenue un des États les plus riches de la planète. Ce destin n'était pourtant pas assuré. En 1959, Singapour est un état pauvre dans une région du monde en voie de développement. D'importants changements politiques ont posé les bases de la croissance de Singapour qui va s'imposer peu à peu comme un centre économique régional et mondial, aussi bien en matière financière que commerciale. Cette transformation est avant tout l'œuvre de Lee Kuan Yew (1923-2015). Il jouit encore après sa mort d'une forte aura, y compris à l'international. Comme le faisait remarquer Margaret Thatcher : « Pendant mon mandat, j'ai lu et analysé tous les discours de Lee. Il avait une façon de pénétrer le brouillard de la propagande et d'exprimer avec une clarté unique les problèmes de notre époque et la façon de les aborder. Il ne se trompait jamais¹. »

Un enfant animé par l'indépendance de Singapour

Lee Kuan Yew est né en 1923. Ses origines sont chinoises. « Il a été élevé avec sa famille élargie – dont sept cousins – dans la maison de son grand-père maternel, où ses parents partageaient une seule pièce avec leurs cinq enfants. Ces expériences d'enfance et les influences culturelles confucéennes, la piété filiale, la frugalité et l'importance accordée à l'harmonie et à la stabilité ont été des empreintes précoces dans son esprit². »

Toutefois, la famille de Lee a prospéré pendant la période florissante des années 1920. Mais la crise de 1929 touche Singapour et affecte la famille de Lee. Kissinger relate que « ses parents n'avaient pas fait d'études professionnelles et ont souffert de la Grande Dépression qui a frappé en 1929. Lee écrit dans ses mémoires que son père, magasinier à la Shell Oil Company, "rentrait souvent à la maison de mauvaise humeur après avoir perdu au blackjack [...] et demandait à ma mère de lui donner en gage certains de ses bijoux pour pouvoir retourner tenter sa chance." Elle refusait toujours, protégeant l'éducation de ses enfants qui, à leur tour, l'adoraient et se sentaient obligés de répondre à ses attentes élevées. »

Lee Kuan Yew et Singapour ont connu l'occupation japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale. Lee a échappé de peu à la mort après avoir été arrêté par les troupes japonaises dans le cadre d'une purge contre les hommes d'origine chinoise ; la plupart furent sommairement exécutés. Il a été épargné, a appris le japonais et a travaillé dans des entreprises japonaises. Une situation qui poussera Lee à considérer que l'adaptation est le meilleur moyen de survivre.

Après la Seconde Guerre mondiale, Lee part étudier au Royaume-Uni. Son positionnement politique pendant ses années à Cambridge ? Fermement socialiste et anti-

1. Graham Allison, Robert D. Blackwill, Ali Wyne, préface de Henry Kissinger, *Lee Kuan Yew : The Grand Master's Insights on China, the United States, and the World*, The MIT Press – Belfer Center Studies in International Security edition, Février 2013.

2. Henry Kissinger, *Leadership : Six Studies in World Strategy*, New York, Penguin Press, 2022.



© Sean Paveau / Shutterstock

▲ La cité-État de 724,2 km² compte 5,9 millions d'habitants, dont un peu plus de 60 % de citoyens singapouriens.

colonialiste, voire anti-britannique. Quand il revient à Singapour, les problèmes liés à la corruption et au manque de logements sont patents. Lee Kuan Yew (LKY) entre en politique et fonde le Parti d'action populaire en 1954. À ses débuts, le parti et Lee sont proches de la gauche radicale. Mais il va peu à peu devenir plus centriste et anti-communiste. Le Parti va mettre l'accent sur l'incapacité des autorités coloniales à fournir des services publics décentes et une administration propre et efficace.

Le parti de Lee obtient la majorité parlementaire lors des élections du 1959, l'année où la ville de Singapour devient autonome politiquement (le pays accédera à l'indépendance en 1965). Lee est nommé Premier ministre, poste qu'il occupe jusqu'à sa démission en novembre 1990, plus de trois décennies plus tard.

Le Premier ministre qui fonda la Singapour moderne

Contrairement aux pays environnants qui ont privilégié une main-d'œuvre et une production bon marché, Singapour a choisi de se reposer sur des travailleurs qualifiés et des activités de services.

Comme le rapporte le centre de recherche américain *Council of Foreign Relation* : « LKY a souvent cité Israël comme source d'inspiration pour surmonter de telles circonstances, déclarant que, comme Israël, Singapour devait faire un bond en avant par rapport au reste de la région en devenant une destination de premier plan pour les investissements internationaux. LKY a ouvert les portes de Singapour aux entreprises étrangères, a fait de l'anglais la langue des affaires, a investi massivement dans les infrastructures du pays et est devenu un grand centre manufacturier doté de l'un des ports les plus actifs au monde³. »

Un autre aspect des réformes de Lee Kuan Yew est la promotion de la méritocratie et de l'excellence. De celles-ci découlent la prospérité économique et la richesse du pays et de ses habitants, des aspects d'autant plus importants que la population de Singapour est multi-ethnique (bien que 75 % de la population soit culturellement chinoise)⁴.

L'une des priorités de Lee est de lutter contre la corruption. Son gouvernement adopte une loi sur la prévention de la corruption, prévoyant des sanctions sévères à tous les niveaux du gouvernement. Il mène une politique dure contre les fonctionnaires de la cité-État. Il préfère pénaliser les fonctionnaires en cas d'échec plutôt que de les encourager en augmentant leurs salaires. Il a d'abord réduit le montant de ces derniers. Toutefois en 1984, alors que Singapour s'est enrichi, Lee fixe les salaires des fonctionnaires à 80 % des salaires comparables du secteur privé⁵. Pour Lee, l'éradication de la corruption est une condition nécessaire pour attirer des investissements mais aussi pour créer des programmes gouvernementaux afin d'améliorer les conditions de vie des Sin-

3. Karen B. Brooks, Council on Foreign Relations, *Lee's Lasting Legacy*, 23 mars 2015, www.cfr.org/interview/lees-lasting-legacy

4. Britannica, *The People of Singapore*, 22 octobre 2024, www.britannica.com/place/Singapore/The-people

5. Henry Kissinger, *Leadership : Six Studies in World Strategy*, op. cit.

gapouriens et leur éducation. En assurant un climat politique et économique sain, le gouvernement de Singapour mène une politique favorable au développement des entreprises.

Le système de sécurité sociale à Singapour repose sur un système de capitalisation individuelle obligatoire pour les Singapouriens. Celui-ci, appelé *Central Provident Fund* (CPF), sert à la fois à financer les retraites, le système de soins et même le logement⁶. Comme le site du CPF le précise : « *Au fur et à mesure que vous travaillez et que vous versez des cotisations au CPF, vous accumulez de l'épargne sur ces trois comptes : votre compte ordinaire (OA), votre compte MediSave (MA) et votre compte spécial (SA). À l'âge de 55 ans, un compte de retraite (RA) est créé pour vous* ». La contribution dépend de l'âge et varie entre 12,5% et 37%.

La politique de Lee reste marquée par son interventionnisme avec une administration qui conserve un rôle important. Mais contrairement aux régimes socialistes, cette dernière est tournée vers l'efficacité et le développement économique avec une prise en compte de la dimension internationale des échanges.

La position géographique de Singapour est propice au commerce. Lee adopte une politique favorable au libre-échange. Comme il le fait remarquer en octobre 1985 dans un discours à Washington D.C. : « *Singapour possède l'un des marchés les plus ouverts au monde. 96% des marchandises américaines entrent à Singapour en franchise de droits. Nous croyons en un commerce ouvert et équitable. Nous pratiquons ce que nous prêchons. En conséquence, les États-Unis ont enregistré des excédents commerciaux avec Singapour au cours de 14 des 15 dernières années.*

“ Le développement de la cité-État est spectaculaire. Singapour est le second port mondial, après Shanghai, en volume de marchandises.

*Nous ne nous plaignons pas*⁸. » Le Premier ministre de Singapour vantera aussi les vertus pacifiques du libre-échange en mettant en avant le boom économique du Japon et de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale : « *Pendant 40 ans, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le monde a évité les guerres majeures grâce à l'ouverture et à la liberté des échanges.* »

Singapour : un modèle de réformes pour l'Asie

Le développement de Singapour est spectaculaire. La cité-État est désormais considérée comme l'un des pays les plus riches et prospères au monde. En 2024, Singapour est le second port mondial (après Shanghai) en volume de marchandises⁹.

En matière fiscale, le pays jouit d'une fiscalité avantageuse. L'impôt sur le revenu est progressif et est à pour tranche maximale un taux de 24%¹⁰. L'impôt sur les sociétés est de 17%¹¹. Singapour est passé d'un PIB par habitant de 428 dollars américains en 1960 à plus de 84 000 dollars américains en 2023. En comparaison, la France passe de 1300 à 44 400 dollars et l'Allemagne de 1100 à 52 700 dollars sur la même période (Figure 1 page suivante).

6. Ministry of Manpower Singapore, *What Is the Central Provident Fund (CPF)*, www.mom.gov.sg/employment-practices/central-provident-fund/what-is-cpf

7. Central Provident Fund, *CPF | CPF Overview*, www.cpf.gov.sg/member/cpf-overview

8. *Speech by prime minister Lee Kuan Yew at the national press club luncheon on 10 october 1985*, www.nas.gov.sg/archivesonline/data/pdfdoc/lky19851010.pdf

9. World Shipping Council, *Top 50 Ports*, www.worldshipping.org/top-50-ports

10. Inland Revenue Authority of Singapore, *Individual Income Tax Rates*, www.iras.gov.sg/taxes/individual-income-tax/basics-of-individual-income-tax/tax-residency-and-tax-rates/individual-income-tax-rates

11. *Ibid.*

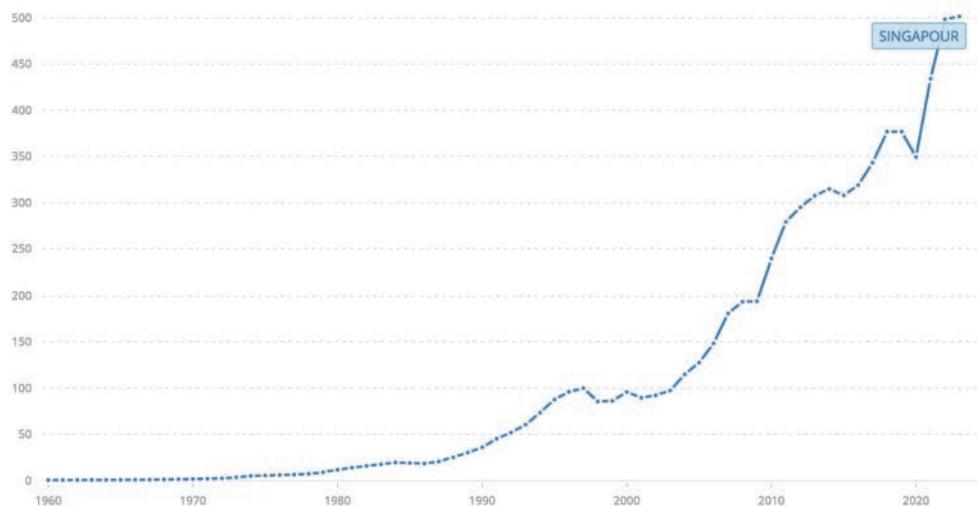
Source : La Banque mondiale,
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.PCAP>.
 CD?locations=SG-FR-DE

Fig. 1 : PIB par habitant (dollars US courants)



Source : La Banque mondiale,
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP>.
 CD?locations=SG

Fig. 2 : PIB (dollars US courants)



Quant au PIB, il passe de moins d'un milliard de dollars en 1960 à 501 milliards en 2023. Les politiques de Lee Kuan Yew ont préparé le pays à la mondialisation qui s'est fortement accélérée à partir des années 1990 (Figure 2).

En outre, Singapour jouit depuis 1960 d'une forte croissance avec des pics dépassant les 10% du PIB. Si les crises économiques l'ont touché de manière temporaire, elle reste supérieure à la croissance d'un pays comme la France (Figure 3).

Fig. 3 : Croissance du PIB (% annuel)



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=SG-FR>

Libéralisme économique mais illibéralisme politique ?

Si Singapour possède un système pro-entreprises, le type de gouvernance politique est différent de celui des démocraties occidentales. Singapour est numéro 1 du classement 2024 de la liberté économique de l'*Heritage Foundation*¹² mais n'est que 44^e dans le classement des libertés humaines de *Cato Institute*¹³. Le Parti d'action populaire dirige Singapour de manière continue depuis sa création. Si cela est un gage de

stabilité, les critiques sont nombreuses en ce qui concerne les droits politiques¹⁴.

Trois grandes actions

- Investissement massif dans les infrastructures
- Promotion de la méritocratie et de l'excellence
- Lutte la corruption d'État

12. The Heritage foundation, *Index of Economic Freedom : All Country Scores*, www.heritage.org/index

13. Ian Vásquez, Fred McMahon, Ryan Murphy, Guillermina Sutter Schneider, *The Human Freedom Index 2023*, www.cato.org/sites/cato.org/files/2023-12/human-freedom-index-2023-full-revised.pdf

14. Amnesty International, *Singapour : la situation des droits humains*, www.amnesty.org/fr/location/asia-and-the-pacific/south-east-asia-and-the-pacific/singapore/report-singapore/ Freedom House, *Singapore : Freedom in the World 2024 Country Report*, <https://freedomhouse.org/country/singapore/freedom-world/2024>



7. Javier Milei

Des réformes pour une Argentine longtemps péroniste

Javier Milei a beaucoup fait parler de lui depuis l'élection présidentielle de 2023 en Argentine. Se définissant comme anarcho-capitaliste (une branche du libertarisme profondément anti-État), il est comparé à Donald Trump et Jair Bolsonaro pour son style populiste et anti-système. Dans une Argentine dirigée depuis des décennies par des gouvernements péronistes prônant des mesures économiques interventionnistes, l'arrivée de Milei doit être perçue comme une volonté de changement de la part de la population argentine. Son mandat étant en cours, il est difficile d'avoir du recul sur ses politiques et les effets de celles-ci à moyen et long terme. Il est toutefois possible de donner un aperçu de la situation actuelle et des tendances à venir.

Un économiste libéral dans une Argentine péroniste

Javier Milei, né en 1970 à Buenos Aires, est le fils d'Alicia Lujan Lucich, femme au foyer, et de Norberto Horacio Milei, chauffeur de bus d'origine italienne devenu entrepreneur prospère. Il grandit dans le quartier huppé de Villa Devoto, à Buenos Aires¹. Cependant, il connaît une jeunesse compliquée et entretient des relations tumultueuses avec ses parents. Il reçoit néanmoins le soutien de

sa grand-mère maternelle et de sa sœur cadette. Il étudie l'économie à la fin des années 1980. Il est d'abord keynésien et travaille à la Banque centrale. À la fin de ses études, il prend ses distances avec le keynésianisme et se tourne vers le libéralisme. Un certain nombre de penseurs l'ont influencé. Il s'agit d'abord de Murray Rothbard, fondateur de l'anarcho-capitalisme, qui prône une société largement régulée par le marché plutôt que par l'État. Il explore ensuite les idées des économistes libéraux classiques Friedrich Hayek et Ludwig von Mises².

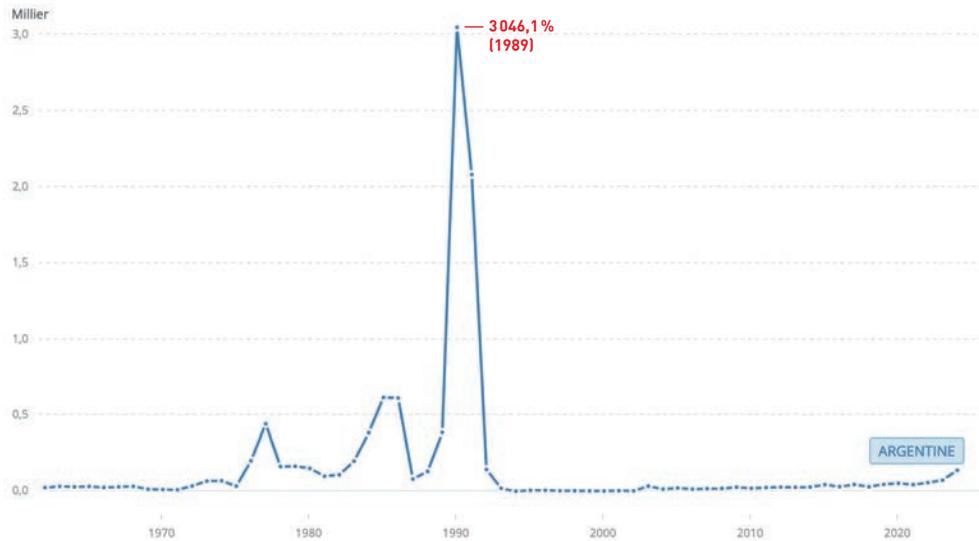
Milei va accomplir sa carrière dans le privé. Il est d'abord économiste pour HSBC Argentina, l'une des plus grandes banques du pays, puis économiste en chef de Máxima AFJP, un fonds de pension privé. Milei a également été économiste en chef d'un groupe de réflexion, la *Fundación Acordar*, et professeur d'université. À partir des années 2010, il commence à multiplier les apparitions à la télévision et se montre critique envers le gouvernement. Il gagne en popularité et en visibilité. Le pays rencontre alors des problèmes économiques systémiques. Jadis l'un des pays les plus riches de la planète, l'Argentine connaît une hyperinflation qui culmine en 1989 à 3 046 % du PIB (Figure 1 page suivante). Une situation

1. Britannica, *Javier Milei*, 21 octobre 2024, www.britannica.com/biography/Javier-Milei

2. *Ibid.*

Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.DEFL.KD.ZG?en&locations=AR>

Fig. 1 : Inflation, déflateur du PIB (% annuel) 1961–2023



qui conduit une partie de la population dans la misère. En 2016, l'inflation passe de 20 % à 41,1% du PIB puis explose en 2023 pour atteindre 135,4 % du PIB (Figure 2). En 2021, Milei forme une nouvelle coalition politique, *La Libertad avanza* (« La liberté avance »), et devient député. À plusieurs reprises, il fait gagner son salaire à des Argentins lors de tombolas très médiatisées. En novembre 2023, il remporte l'élection présidentielle.

Une volonté de réduire l'inflation et d'assainir les finances publiques

Quand Milei arrive au pouvoir, il hérite d'une situation économique et politique difficile. Son premier objectif est d'assainir les finances publiques. En moins de six mois, Milei gèle des projets de travaux publics, dévalue le peso de plus de 50 % et annonce des plans de licenciements de plus de 70 000 fonctionnaires³. Un autre projet de Javier Milei est d'adopter le dollar comme monnaie et ainsi remplacer le peso par une monnaie plus stable⁴. Toutefois, cette politique est difficile à

mettre en place. Elle est pourtant considérée par certains analystes comme une nécessité⁵.

Le programme⁶ du parti de Milei fixe des objectifs économiques ambitieux : réduction des dépenses de 15 % du PIB, élimination de 90 % des impôts existants, au motif de leur inefficacité et de leur impact négatif sur l'économie. Une libéralisation des échanges économiques est annoncée : ouverture commerciale sans restriction de manière unilatérale. Le programme prévoit également une modernisation des lois du travail afin de créer plus d'emplois. La création de chèques-éducation est envisagé : ce système pensé par l'économiste Milton Friedman (et défendu par Contribuables Associés⁷) consiste à donner une somme d'argent pour l'éducation de chaque enfant à la famille, laissant à celle-ci le choix de l'établissement. Le gouvernement mise notamment sur la hausse des taxes sur les importations et les exportations pour remplir les caisses de l'État, alors que la situation agricole du pays s'améliore après une période de sécheresse dévastatrice.

3. Vera Bergengruen, *Time*, *Javier Milei's Radical Plan to Transform Argentina*, 23 mai 2024, www.time.com/6980600/javier-milei-argentina-interview/

4. GIS Reports, *Why Argentina Might Switch to the Dollar*, 5 juin 2024, www.gisreportsonline.com/r/argentina-dollar/

5. Gabriela Calderon de Burgos, et Daniel Raisbeck, Cato Institute, *Argentina's Milei Should Dollarize after Legislative Setback*, 16 février 2024, www.cato.org/blog/argentinas-milei-should-dollarize-after-legislative-setback

6. Gonzalo Colini, *La Nacion*, *Punto por punto : el plan de gobierno que presentó Javier Milei*, 3 août 2023, www.lanacion.com.ar/economia/punto-por-punto-el-plan-de-gobierno-que-presento-javier-milei-nido2082023/

7. Contribuables Associés, *École. Public / Privé. Écarts de coûts, écarts de résultats*, septembre 2024, www.touscontribuables.org/les-combats-de-contribuables-associes/ecole-privée-ecole-publique-ecart-de-couts-ecarts-de-resultats

Fig. 2 : Inflation, déflateur du PIB (% annuel) 2010–2023



Source : La Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.DEFL.KD.ZG?end=2023&locations=AR&start=2010>

Un avenir argentin encore incertain

Milei est au pouvoir depuis seulement un peu plus d'un an. Il est difficile d'anticiper les évolutions de son mandat (quatre ans, renouvelable une fois consécutivement) et post-mandat. De plus, Milei doit composer avec un Parlement qui ne lui est pas totalement acquis. *La Libertad avanza* et ses alliés n'ont ni la majorité à la Chambre des députés ni au Sénat. Cela a déjà coûté un revers législatif aux réformes de Milei en février 2024⁸. Les péronistes restent puissants en Argentine et le risque qu'ils reviennent au pouvoir après le mandat de Milei n'est pas nul.

Quand près d'un million de personnes se sont mobilisées à travers le pays contre les réductions de budget des universités publiques, en avril 2024, Javier Milei a annoncé son intention de garder le cap en raillant les « *larmes de gauchistes* » qui coulent sur les joues des manifestants de

toujours, « *ceux des organisations sociales et de gauche* ». Les réformes de Milei, comme celles opérées dans les pays d'Europe centrale, tiennent de la thérapie de choc. Elles ont tendance à avoir des effets négatifs à court terme mais, si elles sont bien réalisées, les effets sont positifs à long terme. Milei doit réunir et tenir sur la durée. Toutefois, les premiers résultats sont encourageants : le budget est désormais excédentaire, une première depuis 2008⁹ ; l'inflation mensuelle est passée de 25% (décembre 2023) à 2,7% en octobre 2024. Le *Cato Institute*¹⁰ estime que Milei a accompli plus de 600 réformes lors de sa première année de mandat, soit plus d'une réforme par jour.

Trois réformes

- Réduction des effectifs de la fonction publique
- Réduction des dépenses publiques
- Suppression d'un grand nombre d'impôts

8. *Les Echos*, *Argentine : revers au Parlement pour les réformes dérégulatrices de Milei*, 7 février 2024, www.lesechos.fr/monde/ameriques/argentine-revers-au-parlement-pour-les-reformes-deregulatrices-de-milei-2074580

9. Karl-Heinz Paqué et Dr. Hans-Dieter Holtzmann, *One Year of Javier Milei's Economic Policy*, 22 novembre 2024, www.freiheit.org/one-year-javier-mileis-economic-policy

10. Ian Vásquez, *Cato Institut, One Year of Javier Milei*, 10 décembre 2024, www.cato.org/blog/one-year-javier-milei

Conclusion

Ces huit réformateurs démontrent qu'une réelle volonté politique peut transformer un pays, même quand celui-ci est dans un état désastreux au moment de la prise de pouvoir. Force est de constater que la réussite dépend de plusieurs facteurs :

- Le courage politique de lancer des réformes d'envergure est essentiel pour initier des changements significatifs. Les réformateurs doivent être prêts à prendre des décisions difficiles pour le bien à long terme du pays. Jean Chrétien au Canada a introduit des réformes budgétaires rigoureuses qui ont permis de réduire considérablement le déficit et de stabiliser l'économie canadienne.

- La capacité de rassembler afin d'avoir assez de soutien pour faire passer les mesures, tant au niveau populaire que politique. En Argentine, Javier Milei a réussi à susciter un large soutien en faveur de ses réformes économiques, malgré une forte opposition initiale.

- La capacité de faire face à des défis intérieurs et internationaux pendant les mandats. Les réformateurs doivent naviguer à travers des crises économiques, des oppositions politiques et des pressions internationales. Margaret Thatcher a dû faire face à des grèves massives, à une forte opposition politique et à un conflit avec l'Argentine (la guerre des Malouines) tout en mettant en œuvre ses réformes économiques au Royaume-Uni.

La bonne gestion budgétaire et politique est la clé. Certains des pays étudiés sont partis de plus bas que la France et ont désormais rattrapé leur retard voire nous ont dépassés. Nous ne pouvons qu'inciter nos politiques à regarder ce qui se passe dans

le reste du monde. À peine élu, Donald Trump lance plusieurs réformes significatives : le gel des embauches au sein des agences fédérales, la réduction de l'impôt sur les sociétés de 21% à 15% (si l'entreprise produit aux États-Unis) ou encore l'exemption des heures supplémentaires de l'impôt sur le revenu, un impôt que le président américain souhaite abolir à terme.

Les réformes efficaces ne sont pas l'apanage d'un seul camp politique. Si Ronald Reagan et Margaret Thatcher étaient classés à droite, Jean Chrétien était centriste, Vaclav Havel classé au centre-gauche et Mart Laar au centre-droit. Il n'est pas toujours nécessaire de créer un nouveau parti politique pour mener des réformes. Thatcher, Reagan et Chrétien ont réussi à infléchir la ligne bien établie du parti qu'ils représentaient. La volonté de réforme et le leadership peuvent transcender les affiliations politiques traditionnelles.

Comme le rappelait Mart Laar, à l'invitation de Contribuables Associés, devant des députés français en 2008 : « *Le meilleur moment pour lancer une réforme, c'est en situation de crise économique, parce que tout le monde comprend à quel point il est nécessaire et urgent d'agir*¹. »

Ces propos sont plus pertinents que jamais pour une France qui s'enlise dans une crise budgétaire marquée par des déficits et une dette incontrôlés. La mauvaise santé de nos finances publiques n'est pas une fatalité. Même en période de crise, des réformes audacieuses et bien pensées peuvent entraîner une amélioration notable de la situation économique et du niveau de vie des Français.

1. Contribuables Associés. Compte rendu du 21^e Rendez-Vous Parlementaire du Contribuable Croissance : le rapport Attali, et après ?, 8 avril 2008, <https://agir.touscontribuables.org/autres-publications/les-rendez-vous-parlementaires-du-contribuable-n-21-croissance-le-rapport-attali-et-apres>

Les Études de Contribuables Associés

n° 49 • Octobre 2024

Ces propriétaires que l'on ruine

par Olivier Bertaux, expert fiscaliste
de Contribuables Associés

n° 48 • Juin 2024

Collectivités locales. Où sont les économies ?

par Contribuables Associés

n° 47 • Avril 2024

La simplification administrative. Sortir de l'enfer bureaucratique français

par Sébastien Laye, économiste
et chef d'entreprise

n° 46 • Avril 2024

École. Public/Privé. Écarts de coûts, écarts de résultats

par Contribuables Associés

n° 45 • Août 2023

Le coût de l'immigration en 2023. Dépenses, recettes, investissements, rentabilité

par Jean-Paul Gourévitch, consultant
international sur l'Afrique et les migrations

n° 44 • Avril 2023

Agences de l'État. La flambée des coûts

par Contribuables Associés

n° 43 • Décembre 2022

Dépenses publiques : des pistes pour des réformes. Quatre exemples étrangers

par Contribuables Associés

n° 42 • Décembre 2022

Les impôts... Comment ça marche ?

par Olivier Bertaux, expert fiscaliste
de Contribuables Associés

n° 41 • Septembre 2022

Écologie, le nouvel Eldorado du Fisc

par Contribuables Associés

n° 40 • Avril 2022

Le coût annuel de l'immigration

par Jean-Paul Gourévitch, consultant
international sur l'Afrique et les migrations

n° 39 • Mars 2022

Droits de succession et de donation : un état des lieux

par Olivier Bertaux, expert fiscaliste
de Contribuables Associés

n° 38 • Octobre 2020

Dette publique : une bombe à retardement pour les Français

par Contribuables Associés

n° 37 • Novembre 2019

Démocratie directe : l'exemple suisse. Un rapport coût-efficacité sans pareil !

par François Garçon, président de l'association
Démocratie Directe pour la France

n° 36 • Avril 2019

Combien nous coûte (et nous rapporte) l'Europe en 2019

par Jean-Paul Gourévitch, docteur en sciences
de l'information et de la communication

n° 35 • Septembre 2017

50 milliards d'euros d'économies sur le budget 2018, c'est possible !

par Philippe Herlin, économiste

n° 34 • Avril 2016

Les migrations méditerranéennes en 2015. Chiffres et coûts, les réalités du présent, les scénarios du futur

par Jean-Paul Gourévitch, consultant international sur l'Afrique et les migrations

n° 33 • Décembre 2014

Pour rendre à la France sa compétitivité : l'exemple des réformes allemandes

par Alain Mathieu, président d'honneur de Contribuables Associés

n° 32 • Décembre 2014

L'impôt du célibataire

par Olivier Bertaux, expert fiscaliste de Contribuables Associés

n° 31 • Juin 2014

Fonction publique française : le dernier dinosaure

par Contribuables Associés et l'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref)

n° 30 • Octobre 2013

L'échec des plans de relance publique : une comparaison internationale

par Jean-Pierre Givry, Ingénieur civil des Mines, ancien dirigeant d'entreprise

n° 29 • Avril 2013

La « Boîte à outils » de François Hollande détruit l'emploi

par Contribuables Associés et l'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref)

n° 28 • Octobre 2013

L'expatriation des Français – Motivations, préférences, coût pour l'État

par Jean-Paul Gourévitch, consultant international sur l'Afrique et les migrations

n° 27 • Novembre 2012

L'immigration en France – Dépenses, recettes, investissements, rentabilité

par Jean-Paul Gourévitch, consultant international sur l'Afrique et les migrations

n° 26 • Octobre 2011

La crise de la dette souveraine française

par Pierre Garello et Vesselina Spassova, chercheurs à l'Institut de recherches économiques et fiscales (Iref)

n° 25 • Juin 2011

Ce que nous coûte l'immigration irrégulière

par Jean-Paul Gourévitch, consultant international sur l'Afrique et les migrations

n° 24 • Mars 2011

Pour sortir de la crise, moins d'impôts et moins de dépenses publiques

par Jacques Bourdu, polytechnicien, ancien chef d'entreprise

n° 23 • Mars 2010

Le coût de la politique migratoire en France

par Jean-Paul Gourévitch, consultant international sur l'Afrique et les migrations

n° 22 • Juin 2009

Pour un référendum sur une vraie réforme des collectivités locales

par Alain Mathieu, président de Contribuables Associés

n° 21 • Avril 2009

Le coût de l'émigration. Ces Français qui quittent la France

par Jean-Paul Gourévitch, consultant international sur l'Afrique et les migrations

n° 20 • Février 2009

Ce que nous coûte la complication administrative

par Jacques Bichot, économiste, professeur émérite à l'Université de Lyon III

n° 19 • Décembre 2008

Indemnités, facilités, avantages... Ce que gagnent vraiment nos élus

par Contribuables Associés

n° 18 • Octobre 2008

La flat tax (impôt sur le revenu à taux unique) : simple, attractive, efficace

par Jacques Bourdu, polytechnicien, ancien chef d'entreprise

n° 17 • Octobre 2008

Les Conseils économiques et sociaux

par Éric Letty, directeur des études de Contribuables Associés

n° 16 • Août 2008

Subventions aux associations : l'État brouille les cartes

par Guillaume Préal

n° 15 • Juillet 2008

Ce que nous coûte l'Europe

par Christophe Beaudouin, conseiller du groupe Indépendance et Démocratie au Parlement européen

n° 14 • Mars 2008

Le coût réel de l'immigration en France

par Jean-Paul Gourévitch, consultant international sur l'Afrique et les migrations

n° 13 • Mars 2008

La TVA, un impôt discret mais néfaste

par Pierre Bessard, délégué général de l'Institut Constant de Rebecque

n° 12 • Décembre 2007

Les écotaxes, fausse bonne idée ou vraie mauvaise idée ?

par Gérard Bramoullé, professeur de l'Université d'Aix-Marseille III

n° 11 • Novembre 2007

Combien nous coûte, à vous et à moi, la Sécurité sociale ?

par Georges Lane, professeur à l'Université de Paris IX-Dauphine

n° 10 • Septembre 2007

Enseignement et recherche : on peut faire mieux pour moins cher

par Jacques Bichot, professeur à l'Université de Lyon III

n° 9 • Avril 2007

Qui est réellement corrompu : l'électeur ou l'homme politique ?

par Mariya Georgieva et Bertrand Lemennicier, professeur d'économie à l'Université de Paris II

n° 8 • Mars 2007

Dépenses hospitalières : pour une vraie convergence tarifaire public/privé

par Guillaume Préval, avec la collaboration de Mohammed Qafli, statisticien médical

n° 7 • Février 2007

Les droits de mutation en Europe : l'impôt sur la mort est plus lourd en France !

par Contribuables Associés

n° 6 • Avril 2006

L'endettement de l'État : stratégie de croissance ou myopie insouciance ?

par Pierre Garelo, professeur d'économie et Vesselina Spassova

n° 5 • Avril 2006

Ce que nous coûtent vraiment nos élus

par Pierre-Édouard du Cray, directeur des études de Contribuables Associés

n° 4 • Novembre 2005

L'origine sociologique des parlementaires

par Bertrand Lemennicier, professeur d'économie à l'Université de Paris II

n° 3 • Juin 2005

Subventions aux associations : qui veut gagner des milliards ?

par Contribuables Associés

n° 2 • Mars 2005

Les véritables effectifs de la fonction publique en France

par Contribuables Associés

n° 1 • Septembre 2004

Pression fiscale : le ratio Insee contestable

par Xavier Badin, maître de conférences de droit à l'Université de Tours



**Toutes les Études de Contribuables Associés
sont téléchargeables sur notre site**

touscontribuables.org

Contact presse

Jean-Baptiste Leon

Directeur des publications

jeanbaptisteleon@contribuables.org

01 42 21 16 24



Pour commander les Études de Contribuables Associés

Contribuables Associés

13, rue du Quatre-Septembre – 75002 Paris

01 42 21 16 24

contact@contribuables.org

Les Études de **Contribuables Associés**

Étude n°50 / Février 2025

www.touscontribuables.org

La France traverse une période critique marquée par une dette publique exorbitante, des budgets déficitaires accumulés depuis des décennies, un taux de chômage élevé et une instabilité politique qui perdure.

D'autres pays ont surmonté de crises similaires grâce à des réformes politiques et économiques. Le Royaume-Uni et les États-Unis ont triomphé des crises économiques des années 1970 pour redevenir des puissances économiques majeures. Des pays comme la République tchèque et l'Estonie ont connu un développement économique positif après la fin du régime soviétique. Singapour est passé d'un territoire pauvre à une cité-État prospère grâce à des réformes spectaculaires.

Cette étude met en avant huit réformateurs (Margaret Thatcher, Ronald Reagan, Vaclav Havel, Vaclav Klaus, Mart Laar, Jean Chrétien, Lee Kuan Yew, Javier Milei) qui ont transformé leur pays en matière de libertés économiques et politiques, démontrant par là qu'une réelle volonté politique peut redresser un pays en difficulté. La France peut s'inspirer de leur réformes pour surmonter ses propres défis.

**Contribuables
Associés**

Trop de dépenses publiques, c'est trop d'impôts !

ISBN 978-2-9568294-6-1



10 €

9 782956 829461